

résiliation, et sans préjudice de l'application des articles VI.84, § 1^{er} et I.8, 22°, du Code de droit économique ;

16° le cas échéant, la clause indemnitaire qui fixe un montant forfaitaire en cas de non-respect de l'exclusivité.

Au cas où une clause indemnitaire est prévue, l'indemnité ne peut être supérieure à septante-cinq pour cent du tarif de l'entreprise, visé au 5°, sans préjudice de l'application de l'article VI.83, 24°, du Code de droit économique.

Art. 3. Toute disposition des conditions contractuelles qui abroge ou limite, de façon directe ou indirecte, les droits que le consommateur tire du présent arrêté, est interdite et nulle.

Le contrat reste contraignant pour les parties s'il peut subsister sans les clauses nulles en application de l'alinéa 1^{er}.

Le consommateur ne peut renoncer au bénéfice des droits qui lui sont conférés par le présent arrêté.

Art. 4. L'arrêté royal du 12 janvier 2007 relatif à l'usage de certaines clauses dans les contrats d'intermédiaire d'agents immobiliers est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* et est d'application à tous les nouveaux contrats d'intermédiation qui sont conclus à partir de la date d'entrée en vigueur.

Art. 6. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,
D. CLARINVAL

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,
A. BERTRAND

verhuurd binnen de zes maanden na de opzegging, en onverminderd de toepassing van de artikelen VI.84, § 1 en I.8, 22°, van het Wetboek van economisch recht;

16° desgevallend, het schadebeding dat een forfaitair bedrag vastlegt bij het miskennen van de exclusiviteit.

Ingeval een schadebeding wordt voorzien, mag de schadevergoeding niet meer dan vijftienzeventig procent van het tarief van de onderneming, bedoeld in 5°, bedragen, onverminderd de toepassing van artikel VI.83, 24°, van het Wetboek van economisch recht.

Art. 3. Elke bepaling van de contractvoorwaarden die rechtstreeks of onrechtstreeks de rechten opheft of beperkt die de consument haalt uit dit besluit, is verboden en nietig.

De overeenkomst blijft bindend voor de partijen indien ze zonder de nietige bedingen bij toepassing van het eerste lid kan voortbestaan.

De consument kan geen afstand doen van de rechten die hem bij dit besluit worden toegekend.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 12 januari 2007 betreffende het gebruik van bepaalde bedingen in de bemiddelingsovereenkomsten van vastgoedmakelaars wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing op alle nieuwe bemiddelingsovereenkomsten die worden gesloten vanaf de datum van inwerkingtreding.

Art. 6. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Middenstand en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
D. CLARINVAL

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,
A. BERTRAND

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/46360]

1^{er} OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté proposé vise la transposition partielle de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

I. Commentaire général

La directive (UE) 2019/882 précitée vise à harmoniser les exigences en matière d'accessibilité à certains produits et services de manière à favoriser le fonctionnement harmonieux du marché intérieur de l'Union européenne (UE) en éliminant et en empêchant tout obstacle à la libre circulation qui peut exister en raison d'une législation nationale divergente. La transposition de la directive (UE) 2019/882 précitée est partielle parce que la directive concerne les compétences de plusieurs autorités, chacune d'entre elles transposant une partie de la directive au titre de sa compétence. Lors de la transposition, l'arrêté proposé se limite à la détermination des exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la directive à l'exception des systèmes de commande pour équipements informatiques et équipements hertziens définis à l'article 2, 42°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. En effet, ces derniers relèvent de la compétence de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/46360]

1 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het voorgestelde besluit beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten.

I. Algemeen commentaar

De voornoemde Richtlijn (EU) 2019/882 heeft tot doel de voorschriften inzake toegankelijkheid voor bepaalde producten en diensten te harmoniseren, zodat de interne markt van de Europese Unie (EU) goed werkt door belemmeringen voor het vrije verkeer ten gevolge van uiteenlopende nationale voorschriften, weg te nemen en te voorkomen. De omzetting van voornoemde Richtlijn (EU) 2019/882 is gedeeltelijk omdat de richtlijn betrekking heeft op de bevoegdheden van meerdere overheden, die elk wat hun bevoegdheid betreft, een deel van de richtlijn omzetten. Het voorgestelde besluit beperkt zich bij de omzetting tot het bepalen van de toegankelijkheidsvereisten voor producten bedoeld in artikel 2, lid 1, van de richtlijn met uitzondering van besturingssystemen voor gewone computerapparatuur en radioapparatuur zoals gedefinieerd in artikel 2, 42°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Dat laatste valt immers onder de bevoegdheid van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Le présent arrêté introduit des exigences en matière d'accessibilité auxquelles les produits énumérés à l'article 3 doivent satisfaire pour pouvoir être mis sur le marché.

En guise de préparation du présent arrêté et sans qu'aucune disposition légale ne l'exige, l'avis d'une représentation du secteur, plus précisément d'Agoria, ainsi que du groupe cible auquel s'adresse la directive, plus précisément le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées, a également été sollicité. Le cas échéant, ces conseils ont été inclus dans le présent arrêté.

Les propositions qui ont été intégrées concernent des incohérences de fond, par exemple le fait que le projet d'arrêté se réfère toujours aux « services relevant du présent arrêté » alors que le projet d'arrêté ne vise que des produits, ou le fait qu'il est fait référence à une annexe « 4 » alors qu'elle aurait dû être « 3 ». Parmi les propositions qui ont été intégrées, il y a l'ajout d'une définition, dont l'absence rendrait difficile la lecture de l'arrêté, et, en particulier, la définition du terme « médias audiovisuels ».

D'autres propositions, notamment celle visant à soumettre les micro-entreprises aux obligations découlant de cette décision, ont également été incluses dans le projet actuel. Certes, sous une forme légèrement modifiée.

Les remarques générales et les objections à la directive (UE) 2019/882 précitée ou les remarques concernant les compétences d'autres autorités n'ont pas été intégrées car elles ne concernent pas le présent arrêté ou l'autorité responsable du présent arrêté. Il s'agissait notamment de la proposition visant à définir des exigences en matière d'accessibilité pour l'environnement bâti, de la proposition visant à étendre les exigences en matière d'accessibilité pour les services bancaires ainsi que de la proposition visant à étendre les critères en matière d'accessibilité pour les numéros d'urgence nationaux.

II. Discussion des avis du Conseil d'Etat

Le présent projet d'arrêté royal a été soumis à trois reprises au Conseil d'Etat pour avis. Le Conseil d'Etat a rendu son premier avis le 1^{er} juin 2022 sous le numéro 71.451/1, son deuxième avis le 6 avril 2023 sous le numéro 73.193/1 et son troisième avis le 24 juillet 2023 sous le numéro 73.968/1/V en application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Dans ce qui suit, les parties pertinentes des deux avis seront examinées.

a) Avis 71.451/1

Le Conseil d'Etat constate dans son avis 71.451/1 (considérant 4.) que l'arrêté :

[...] contient essentiellement des règles déterminant d'une manière contraignante à quelles exigences un produit doit satisfaire lors de sa mise sur le marché. En tant que tel, le projet comporte un dispositif concernant « l'établissement des normes de produits » qui relève de la compétence de l'autorité fédérale en vertu de l'article 6, § 4, 1^{er}, II, alinéa 2, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

En outre, le Conseil d'Etat indique dans son avis qu'en vertu de la compétence de déterminer les normes de produits :

Conformément à l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les gouvernements régionaux sont associés à la rédaction des règlements fédéraux relatifs aux normes de produits.

Cette obligation concerne une exigence formelle qui doit être respectée. Cette argumentation ne peut toutefois pas être suivie, puisque, à notre avis, la compétence est fondée sur l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sur la base duquel le gouvernement fédéral est compétent pour les règles générales relatives à la protection de l'utilisateur. L'exposé des motifs du projet de loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles explique que la « protection du consommateur » fait référence aux normes minimales de sécurité et de qualité des produits et des services. Le fondement de la compétence cité par le Conseil d'Etat relève de la rubrique II. « En ce qui concerne l'environnement et la politique de l'eau » : « Il est difficile de soutenir que le présent arrêté concerne une réglementation qui relève de la compétence plus large de l'environnement et la politique et de l'eau.

Considérant qu'il s'agit de la transposition de la directive qui décrète les normes minimales pour les exigences en matière d'accessibilité imposées aux fabricants, importateurs et distributeurs (afin de garantir que les consommateurs et les utilisateurs de ces produits, lorsqu'ils les achètent, respectent les exigences en matière d'accessibilité imposées), il nous semble que le présent arrêté se fonde sur la compétence en vertu de laquelle l'autorité fédérale peut décréter des règles générales relatives à la protection de l'utilisateur.

En outre, le Conseil d'Etat indique dans le même avis (considérant 8.2.) que la définition de « services de médias audiovisuels » reprise dans l'arrêté ne correspond pas à la définition visée à l'article 3, paragraphe 5, de la directive et qu'elle doit être adaptée à ce dernier

Dit besluit voert toegankelijkheidsvoorschriften in waar de producenten, opgesomd in artikel 3 dienen aan te voldoen opdat ze in de handel kunnen worden gebracht.

Ter voorbereiding van dit besluit en zonder te zijn voorgeschreven door enig wettelijk voorschrift, werd tevens het advies ingewonnen van zowel een vertegenwoordiging van de sector, meer bepaald Agoria, alsook van de doelgroep waarop de richtlijn gericht is, meer bepaald de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap. Die adviezen werden waar relevant verwerkt in dit besluit.

De voorstellen die werden verwerkt hebben betrekking op inhoudelijke inconsistenties, bijvoorbeeld het feit dat in het ontwerp van besluit nog verwezen werd naar "onder dit besluit vallende diensten" hoewel het ontwerp van besluit enkel producten voor ogen heeft, of het feit dat verwezen werd naar een bijlage "4" terwijl dit "3" hoorde te zijn. Tot de verwerkte voorstellen behoren ook de toevoeging van een definitie, die bij gebreke daarvan, de lezing van het besluit zou vermoeilijken, met name de definitie van het begrip "audiovisuele media".

Andere voorstellen, in het bijzonder het voorstel tot het onderwerpen van micro-ondernemingen aan de verplichtingen die voortvloeien uit dit besluit werden eveneens opgenomen in het huidige ontwerp. Weliswaar in een licht aangepaste vorm.

Algemene opmerkingen en bedenkingen op de voornoemde Richtlijn (UE) 2019/882 of opmerkingen die betrekking hebben op de bevoegdheden van andere overheden werden niet verwerkt vermits deze geen betrekking hebben op dit besluit of de overheid die verantwoordelijk is voor dit besluit. Deze voorstellen betroffen met name het voorstel tot het bepalen van de toegankelijkheidsvereisten voor de bebouwde omgeving, het voorstel tot het uitbreiden van de toegankelijkheidsvereisten voor bankdiensten alsook het voorstel tot uitbreiding van de toegankelijkheidscriteria voor nationale alarmnummers.

II. Bespreking van de adviezen van de Raad van State

Dit ontwerp van koninklijk besluit werd driemaal voor advies voorgelegd aan de Raad van State. De Raad van State bracht zijn eerste advies uit op 1 juni 2022 met adviesnummer 71.451/1, zijn tweede advies op 6 april 2023 met adviesnummer 73.193/1 en zijn derde advies op 24 juli 2023 met adviesnummer 73.968/1/V met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. In wat volgt zullen de relevante onderdelen uit beide adviezen besproken worden.

a) Advies 71.451/1

De Raad van State stelt in zijn advies 71.451/1 (randnummer 4.) vast dat het besluit:

[...] in essentie regels bevat waarbij op een dwingende wijze wordt bepaald aan welke eisen een product moet voldoen bij het op de markt brengen ervan. Als zodanig bevat het ontwerp een regeling inzake het "vaststellen van de productnormen" waarvoor de federale overheid op grond van artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' bevoegd is.

Verder stelt de Raad van State in zijn advies dat ingevolge de bevoegdheid inzake het vaststellen van de productnormen:

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, worden de gewestregeringen betrokken bij het ontwerpen van de federale regelingen inzake productnormen.

Deze verplichting betreft een vormvereiste waaraan dient te worden voldaan. Deze argumentatie kan echter niet worden gevolgd vermits de bevoegdheid naar onze mening gestoeld is op artikel 6, § 1, VI, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen op basis waarvan de federale overheid bevoegd is voor de algemene regels inzake de bescherming van de gebruiker. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt toegelicht dat met "de bescherming van de gebruiker" de mininormen wordt bedoeld inzake veiligheid en kwaliteit van producten en diensten. De door de Raad van State aangehaalde bevoegdheidsgrondslag valt onder hoofding "II. (Wat het leefmilieu en het waterbeleid betreft)." Er kan moeilijk worden volgehouden dat het huidige besluit een regeling betreft die onder de bredere bevoegdheid leefmilieu en waterbeleid valt.

Overwegende dat het hier gaat om de omzetting van de richtlijn dewelke de mininormen uitvaardigt met betrekking tot de toegankelijkheidseisen die worden opgelegd aan fabrikanten, invoerders en distributeurs (om ervoor te zorgen dat consumenten en gebruikers van die producten, wanneer zij deze kopen, voldoen aan de opgelegde toegankelijkheidseisen), lijkt het ons dat dit besluit gestoeld is op de bevoegdheid krachtens dewelke de federale overheid algemene regels inzake de bescherming van de gebruiker kan uitvaardigen.

Verder stelt de Raad van State in hetzelfde advies (randnummer 8.2.) dat de in het besluit opgenomen definitie van "audiovisuele mediadiensten" niet overeenstemt met de definitie waar artikel 3, lid 5, van de richtlijn naar verwijst en dat deze dient te worden aangepast aan

article. Ce considérant ne peut pas être pris en compte, l'arrêté ayant été rédigé sur la base des compétences de la Direction générale de l'Énergie, qui ne comprennent pas les systèmes de commande (logiciel qui, notamment, se connecte à des équipements périphériques, planifie les tâches, alloue l'espace de stockage et fournit à l'utilisateur une interface standard lorsqu'aucun programme d'application n'est actif, y compris une interface utilisateur graphique, que ce logiciel fasse ou non partie intégrante d'un équipement informatique ordinaire pour consommateurs ou qu'il soit un logiciel autonome pour un tel équipement, cependant à l'exception du logiciel de chargement du système de commande, les systèmes d'entrée/sortie de base ou tout autre micrologiciel nécessaire au démarrage ou à l'installation du système de commande).

Enfin, il n'est pas possible de prendre en compte le considérant de l'avis du Conseil d'État (considérant 14.) dans lequel il est dit que la déclaration UE de conformité est rédigée au moins dans la ou les langues de la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché. Si les auteurs du projet le souhaitent, on peut ajouter qu'une traduction en langue anglaise peut également être fournie.

La déclaration de conformité de l'UE doit être facile à comprendre par les autorités belges de surveillance du marché. Si cet objectif est atteint, alors, à notre avis, la déclaration de conformité de l'UE est conforme au présent arrêté.

b) Avis 73.193/1

Le Conseil d'État est suivi dans le considérant 3.3 de son avis. Les ordinateurs de vote ne figurent plus dans le projet d'arrêté royal.

Pour satisfaire au considérant 3.4 de l'avis du Conseil d'État, on se base en outre sur le pouvoir général d'exécution du Roi consacré à l'article 108 de la Constitution.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Économie,
P.-Y. DERMAGNE

Conseil d'État, section de législation
Avis 71.451/1 du 1^{er} juin 2022
sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences
en matière d'accessibilité applicables aux produits'

Le 4 mai 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 24 mai 2022. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'État, Johan PUT, assesseur, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} juin 2022.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de transposer en droit interne certaines dispositions de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services' (1). Il vise en particulier à transposer les règles en matière d'accessibilité applicables aux produits visés à l'article 2, paragraphe 1, de cette directive (2), à l'exception des systèmes d'exploitation pour les systèmes informatiques matériels à usage général du grand public.

laatstgenoemde artikel. Er kan niet ingegaan worden op die overweging vermits het besluit is opgesteld vanuit de bevoegdheden van de Algemene Directie Energie, waar besturingssystemen (software die onder meer zorgt voor de verbinding met perifere apparatuur, taken plant, opslagruimte toekent en de gebruiker een standaardinterface aanbiedt wanneer geen toepassingsprogramma actief is, met inbegrip van een grafische gebruikersinterface, ongeacht of deze software integraal deel uitmaakt van gewone computerapparatuur voor consumenten, dan wel voor dergelijke apparatuur bestemde autonome software is, met uitzondering evenwel van de software voor het laden van een besturingssysteem, basis-input/output-systemen of andere firmware die nodig is voor het opstarten of het installeren van het besturingssysteem) niet toe behoren.

Tot slot kan niet worden ingegaan op de overweging van het advies van de Raad van State (randnummer 14.) waarin het stelt dat de EU-conformiteitsverklaring opgesteld wordt op zijn minst in de taal of de talen van het taalgebied waar het product op de markt wordt aangeboden. Indien de stellers dit wensen, kan hieraan toegevoegd worden dat ook een vertaling in het Engels kan worden toegevoegd.

De EU-conformiteitsverklaring moet gemakkelijk te begrijpen zijn door de Belgische markttoezichtautoriteiten. Als aan dat doel is voldaan, dan is o.i. de EU-conformiteitsverklaring in overeenstemming met dit besluit.

b) Advies 73.193/1

De Raad van State wordt gevolgd in overweging 3.3 van zijn advies. Stemcomputers worden uit het ontwerp van het koninklijk besluit weggelaten.

Om tegemoet te komen aan overweging 3.4 van het advies van de Raad van State werd bijkomend gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, vervat in artikel 108 van de Grondwet.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Raad van State, afdeling Wetgeving
Advies 71.451/1 van 1 juni 2022
over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende
de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'

Op 4 mei 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 24 mei 2022. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, Johan PUT, assessor, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 juni 2022.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe om sommige bepalingen van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten' in het interne recht om te zetten (1). Meer in het bijzonder wordt de omzetting beoogd van de regels inzake de toegankelijkheid die gelden voor de producten bedoeld in artikel 2, lid 1, van deze richtlijn (2), met uitzondering van besturingssystemen voor gewone computerapparatuur voor consumenten.

3. La réglementation en projet trouve son fondement juridique dans l'article VIII.57 du Code de droit économique, qui dispose qu'en vue de la transposition ou l'implémentation de législations communautaires d'harmonisation technique visée au règlement (CE) 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 (3), le Roi peut déterminer les conditions auxquelles des produits doivent satisfaire pour être mis à disposition sur le marché, déterminer les obligations des opérateurs économiques ainsi que les conditions auxquelles des organismes notifiés doivent satisfaire.

COMPÉTENCE

4. En ce qui concerne les produits énumérés dans son article 3, le projet détermine les exigences en matière d'accessibilité auxquelles ces produits doivent satisfaire pour pouvoir être mis sur le marché. Le projet règle un certain nombre d'obligations à l'égard des opérateurs économiques « dans le secteur des produits », dont l'obligation de contrôler si la conformité des exigences en matière d'accessibilité n'exige pas de modification significative d'un produit ou n'entraîne pas pour eux l'imposition d'une charge disproportionnée. Les produits conformes aux normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées ou qui sont conformes aux spécifications techniques ou à des parties de spécifications techniques sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le projet. En établissant la déclaration UE de conformité, le fabricant assume la responsabilité de la conformité du produit avec les exigences de l'arrêté royal en projet. Le projet contient en outre un certain nombre de dispositions concernant l'apposition du marquage CE et le contrôle, par les autorités belges de surveillance du marché, de la conformité d'un produit déterminé avec les exigences en matière d'accessibilité en projet.

Il se déduit de ce qui précède que la réglementation en projet contient essentiellement des règles déterminant d'une manière contraignante à quelles exigences un produit doit satisfaire lors de sa mise sur le marché. En tant que tel, le projet comporte un dispositif concernant « l'établissement des normes de produits » qui relève de la compétence de l'autorité fédérale en vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 2, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles (4)(5).

FORMALITÉS

5. Conformément à l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les gouvernements régionaux sont associés à l'élaboration des réglementations fédérales en matière de normes de produits. Il a été demandé au délégué si les gouvernements régionaux ont été associés au projet. Le délégué a répondu à cette question en ces termes :

« Voor de omzetting van de EAA Richtlijn werd een specifieke werkgroep opgericht, waarbij alle betrokken administraties en bestuursniveaus de omzetting van elk van hun onderdelen bespreken.

In het kader daarvan werd een Sharepoint opgericht waarop een gedeelde omzettingstabel wordt bijgehouden met daarop alle ontwerpen ter omzetting van de EAA.

Het ontwerp van dit deel van de omzetting is sinds 21 september 2021 beschikbaar op deze sharepoint en de verschillende betrokken bestuursniveaus werden tijdens de werkgroep vergaderingen uitgenodigd om opmerkingen of problemen te delen. Zowel op 23 september 2021 als op 17 februari 2022 werden plenaire vergaderingen georganiseerd.

Wij zijn van mening dat dit voldoet aan het gevraagde in art. 6, § 4, 1^o, BWHI ».

En ce qui concerne les réunions d'un groupe de travail auxquelles fait référence le délégué, il est rappelé que l'association visée à l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, en ce qui concerne les régions, doit en principe être menée au niveau du gouvernement. Cette compétence peut toutefois être déléguée. Si la concertation dont fait l'objet la réglementation en projet ne se déroule pas au niveau du gouvernement, mais au niveau des fonctionnaires, elle devra être organisée par des personnes dûment habilitées à cet effet. Pour l'heure, il ne ressort pas des pièces produites et de la réponse du délégué que les régions ont effectivement été associées à la réglementation en projet, comme le prescrit l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

6. Le préambule du projet vise un avis de l'inspecteur des Finances de date inconnue. Il a été demandé au délégué de quel avis de l'inspecteur des Finances il s'agit précisément. Il a répondu en ces termes :

« Als antwoord op uw vraag kan ik meedelen dat we het advies van de Inspecteur van Financiën niet hebben opgevraagd.

3. De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht, waarin wordt bepaald dat de Koning, met het oog op de omzetting of toepassing van technische communautaire harmonisatiewetgeving zoals bedoeld in verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 (3), de voorwaarden kan bepalen waaraan producten moeten voldoen om op de markt te worden aangeboden, en de verplichtingen van marktdeelnemers en de voorwaarden kan bepalen waaraan aangeelde instanties moeten voldoen.

BEVOEGDHEID

4. In het ontwerp worden, wat de in artikel 3 ervan opgesomde producten betreft, de toegankelijkheidsvoorschriften bepaald waaraan die producten moeten voldoen opdat ze in de handel zouden kunnen worden gebracht. In het ontwerp worden een aantal verplichtingen geregeld ten aanzien van de marktdeelnemers "die zich met producten bezighouden" waaronder de verplichting om te beoordelen of de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften geen ingrijpende wijziging van een product vereist of voor hen geen onevenredige last oplevert. Producten die voldoen aan geharmoniseerde normen of delen daarvan of die in overeenstemming zijn met de technische specificaties of delen daarvan, worden geacht in overeenstemming te zijn met de in het ontwerp bepaalde toegankelijkheidsvoorschriften. Met het opstellen van de EU-conformiteitsverklaring neemt de fabrikant de verantwoordelijkheid op zich voor de conformiteit van het product met de voorschriften van het ontworpen koninklijk besluit. Het ontwerp bevat voorts een aantal bepalingen betreffende het aanbrenge van de CE-markering en het toezicht door de Belgische markttoezichtautoriteiten op de naleving van de ontworpen toegankelijkheidsvoorschriften met betrekking tot een bepaald product.

Uit wat voorafgaat valt af te leiden dat de ontworpen regeling in essentie regels bevat waarbij op een dwingende wijze wordt bepaald aan welke eisen een product moet voldoen bij het op de markt brengen ervan. Als zodanig bevat het ontwerp een regeling inzake het "vaststellen van de productnormen" waarvoor de federale overheid op grond van artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' bevoegd is (4)(5).

VORMVEREISTEN

5. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, worden de gewestregeringen betrokken bij het ontwerpen van de federale regelingen inzake productnormen. Aan de gemachtigde werd gevraagd of de gewestregeringen bij het ontwerp werden betrokken. De gemachtigde beantwoorde deze vraag als volgt:

«Voor de omzetting van de EAA Richtlijn werd een specifieke werkgroep opgericht, waarbij alle betrokken administraties en bestuursniveaus de omzetting van elk van hun onderdelen bespreken.

In het kader daarvan werd een Sharepoint opgericht waarop een gedeelde omzettingstabel wordt bijgehouden met daarop alle ontwerpen ter omzetting van de EAA.

Het ontwerp van dit deel van de omzetting is sinds 21 september 2021 beschikbaar op deze sharepoint en de verschillende betrokken bestuursniveaus werden tijdens de werkgroep vergaderingen uitgenodigd om opmerkingen of problemen te delen. Zowel op 23 september 2021 als op 17 februari 2022 werden plenaire vergaderingen georganiseerd.

Wij zijn van mening dat dit voldoet aan het gevraagde in art. 6, § 4, 1^o, BWHI."

In verband met de vergaderingen van een werkgroep waar de gemachtigde naar verwijst, wordt eraan herinnerd dat de in artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, bedoelde betrokkenheid, wat de gewesten betreft, in beginsel dient te worden gevoerd op het niveau van de regering. Wel is het zo dat die bevoegdheid kan worden gedelegeerd. Indien het overleg dat over de ontworpen regeling zou worden gevoerd niet op regerings-, maar op ambtenarenniveau plaatsvindt, moet dat overleg gebeuren door personen die daartoe op een behoorlijke wijze zijn gemachtigd. Uit de voorgelegde stukken en het antwoord van de gemachtigde blijkt voorts nog niet dat de gewesten bij de ontworpen regeling daadwerkelijk werden betrokken zoals artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat voorschrijft.

6. In de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar een advies van de inspecteur van Financiën van onbekende datum. Aan de gemachtigde werd gevraagd op welk advies van de inspecteur van Financiën precies wordt gedoeld. De gemachtigde deelde als antwoord het volgende mee:

«Als antwoord op uw vraag kan ik meedelen dat we het advies van de Inspecteur van Financiën niet hebben opgevraagd.

Artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole vermeld dat een voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën nodig is in de volgende gevallen:

1° de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing:

a) die aan de Ministerraad worden voorgelegd;

b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting en het algemeen bestuur behoren worden voorgelegd;

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;

3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Staatswaarborg.

Voor voorliggend ontwerp van KB zijn enkel 1° en 2° relevant. Vermits we geen financiële weerslag voorzien, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, valt 2° als overweging tot het voorleggen voor voorafgaand advies weg. Wat 1° betreft, is de minister tot wiens bevoegdheid de begroting weliswaar betrokken, maar niet in die hoedanigheid. De minister van Justitie werd in zijn hoedanigheid als minister bevoegd voor Consumentenbescherming gevraagd ter ondertekening. De staatssecretaris voor Consumentenbescherming is immers samen met de minister van Justitie bevoegd voor consumentenbescherming. Op basis van die overweging werd opnieuw het ontwerp van KB niet voorgelegd voor voorafgaand advies aan de Inspecteur van Financiën ».

Il se déduit notamment des articles 6, § 2, 8, § 6, et 16, § 1^{er}, du projet que certaines tâches sont imposées aux autorités belges de surveillance du marché, ce qui ne permet pas de considérer purement et simplement que le projet n'a pas d'incidences budgétaires directes ou indirectes. Sur ce point, il revient à l'Inspection des Finances de juger si l'incidence budgétaire du projet peut être compensée dans les limites des crédits existants. L'avis de l'inspecteur des Finances et éventuellement l'accord budgétaire doivent encore être recueillis.

7. Si l'accomplissement des formalités susmentionnées devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État (6), les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

8.1. Le projet à l'examen vise à transposer partiellement la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 (ci-après : la directive) (7). La concordance entre le texte du projet et la directive partiellement transposée par le projet appelle toutefois un certain nombre d'observations.

8.2. À l'article 2, 23°, du projet, la définition de « services de médias audiovisuels » ne correspond pas à la définition à laquelle l'article 3, paragraphe 5, de la directive fait référence. Cette définition devra dès lors être adaptée.

8.3. Alors que l'article 2, paragraphe 1, a), de la directive rend celle-ci applicable aux « systèmes informatiques matériels à usage général du grand public et systèmes d'exploitation relatifs à ces systèmes matériels », l'article 3, 1°, du projet ne fait mention que de « systèmes informatiques matériels à usage général du grand public ».

À la question de savoir pourquoi l'article 2, paragraphe 1, a), de la directive n'a pas été transposé dans son intégralité sur ce point, le délégué a communiqué ce qui suit :

« De AD Energie heeft louter controlebevoegdheden met betrekking tot producten. Besturingssystemen ('besturingssysteem': software die onder meer zorgt voor de verbinding met perifere apparatuur, taken plant, opslagruimte toekent en de gebruiker een standaardinterface aanbiedt wanneer geen toepassingsprogramma actief is, met inbegrip van een grafische gebruikersinterface, ongeacht of deze software integraal deel uitmaakt van gewone computerapparatuur voor consumenten, dan wel voor dergelijke apparatuur bestemde autonome software is, met uitzondering evenwel van de software voor het laden van een besturingssysteem, basis-input/output-systemen of andere firmware die nodig is voor het opstarten of het installeren van het besturingssysteem) en dus software behoren daar niet toe en vallen bijgevolg buiten de controlebevoegdheden van de AD Energie ».

Artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole vermeld dat een voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën nodig is in de volgende gevallen:

1° de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing:

a) die aan de Ministerraad worden voorgelegd;

b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting en het algemeen bestuur behoren worden voorgelegd;

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;

3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Staatswaarborg.

Voor voorliggend ontwerp van KB zijn enkel 1° en 2° relevant. Vermits we geen financiële weerslag voorzien, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, valt 2° als overweging tot het voorleggen voor voorafgaand advies weg. Wat 1° betreft, is de minister tot wiens bevoegdheid de begroting weliswaar betrokken, maar niet in die hoedanigheid. De minister van Justitie werd in zijn hoedanigheid als minister bevoegd voor Consumentenbescherming gevraagd ter ondertekening. De staatssecretaris voor Consumentenbescherming is immers samen met de minister van Justitie bevoegd voor consumentenbescherming. Op basis van die overweging werd opnieuw het ontwerp van KB niet voorgelegd voor voorafgaand advies aan de Inspecteur van Financiën ».

Er valt uit onder meer de artikelen 6, § 2, 8, § 6, en 16, § 1, van het ontwerp, af te leiden dat bepaalde taken worden opgelegd aan de Belgische markttoezichtautoriteiten, waardoor niet zonder meer kan worden aangenomen dat het ontwerp geen rechtstreekse of onrechtstreekse budgettaire gevolgen heeft. Wat dat betreft, komt het aan de Inspectie van Financiën toe om erover te oordelen of de budgettaire weerslag daarvan kan worden opgevangen binnen de bestaande kredieten. Het advies van de inspecteur van Financiën en eventueel het begrotingsakkoord moeten bijgevolg nog worden ingewonnen.

7. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan (6), moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, alsnog aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

8.1. Het voorliggende ontwerp strekt tot de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 (hierna: de richtlijn) (7). Er vallen, op het vlak van de overeenstemming tussen de tekst van het ontwerp en de door het ontwerp gedeeltelijk omgezette richtlijn, wel een aantal opmerkingen te maken.

8.2. De definitie van "audiovisuele mediadiensten", in artikel 2, 23°, van het ontwerp, stemt niet overeen met de definitie waar artikel 3, lid 5, van de richtlijn naar verwijst. Deze definitie zal derhalve moeten worden aangepast.

8.3. Terwijl artikel 2, lid 1, a), van de richtlijn, deze van toepassing verklaart op "gewone computerapparatuur voor consumenten en besturingssystemen voor die apparatuur", maakt artikel 3, 1°, van het ontwerp, enkel melding van "gewone computerapparatuur voor consumenten".

Gevraagd waarom artikel 2, lid 1, a), van de richtlijn, op dit punt niet volledig wordt omgezet, deelde de gemachtigde het volgende mee:

« De AD Energie heeft louter controlebevoegdheden met betrekking tot producten. Besturingssystemen ('besturingssysteem': software die onder meer zorgt voor de verbinding met perifere apparatuur, taken plant, opslagruimte toekent en de gebruiker een standaardinterface aanbiedt wanneer geen toepassingsprogramma actief is, met inbegrip van een grafische gebruikersinterface, ongeacht of deze software integraal deel uitmaakt van gewone computerapparatuur voor consumenten, dan wel voor dergelijke apparatuur bestemde autonome software is, met uitzondering evenwel van de software voor het laden van een besturingssysteem, basis-input/output-systemen of andere firmware die nodig is voor het opstarten of het installeren van het besturingssysteem) en dus software behoren daar niet toe en vallen bijgevolg buiten de controlebevoegdheden van de AD Energie ».

Ainsi qu'il ressort du texte de l'article 2, paragraphe 1, de la directive, les systèmes d'exploitation relatifs aux systèmes informatiques matériels à usage général du grand public sont considérés comme un « produit » au sens de cette directive. Dès lors que la directive fixe différentes obligations pour les opérateurs économiques dans le secteur des produits (voir par exemple les articles 7 et 12) et les prestataires de services (voir par exemple les articles 13 et 14), leur transposition cohérente exige que les règles applicables à tous les produits (en ce compris celles pour les systèmes d'exploitation relatifs aux systèmes informatiques matériels) soient transposées dans un projet unique.

8.4. L'article 3, 2°, b), du projet mentionne que certains terminaux en libre-service « destinés à la fourniture de services relevant du présent arrêté », relèvent du champ d'application du projet. Dès lors que l'arrêté en projet ne transpose pas les règles relatives aux services inscrites dans la directive (voir note de bas de page 2), on ne peut pas faire référence au « présent arrêté ». Il convient de faire référence aux règles de droit interne pertinentes ou, à défaut de celles-ci, aux services visés à l'article 2, paragraphe 2, de la directive.

8.5. Dans le texte néerlandais de l'article 11, § 6, du projet, qui vise à transposer l'article 14, paragraphe 8, de la directive, le membre de phrase « aangeboden wordt » doit être remplacé par les mots « in de handel gebracht wordt ». En outre, le membre de phrase « ils en informent les autorités [belges] de surveillance du marché » doit être remplacé par les mots « ils fournissent à cet effet des informations aux autorités belges de surveillance du marché ».

8.6. À l'article 18 du projet, qui vise à transposer l'article 24, paragraphe 2, de la directive, le mot « arrêtés » doit être remplacé par les mots « actes de l'Union ou actes visant à leur mise en œuvre ou transposition » ou par une notion analogue. Autrement, la disposition en projet impliquerait que des arrêtés royaux (existants ou futurs) dépourvus de fondement en droit européen peuvent déroger à des normes transposant une directive de l'UE.

9. Dans l'ensemble du texte du projet, les notions « autorités belges de surveillance du marché » et « autorités de surveillance du marché » sont employées indifféremment (8). Le texte devrait être davantage uniformisé sur ce point. Dès lors que l'article 2, 25°, du projet, donne une définition de la notion « les autorités belges de surveillance du marché », il peut être envisagé, dans la mesure du possible, de mentionner exclusivement cette notion.

EXAMEN DU TEXTE

Article 2

10. À l'article 2, 25°, du projet, la définition de la notion « les autorités belges de surveillance du marché » manque de clarté. En effet, l'arrêté ministériel du 25 avril 2014 'désignant les agents chargés de rechercher et de constater les infractions prévues à l'article XV.2 du Code de droit économique' mentionne différents services du SPF Économie qui sont compétents pour rechercher et constater les infractions définies à l'article XV.102 du Code de droit économique. À la question de savoir quel service est visé concrètement, le délégué a donné la réponse suivante :

« Die definitie hoort vervangen te worden door 'De autoriteiten als bedoeld in artikel 5 van het ministerieel besluit van 25 april 2014 tot aanstelling van de ambtenaren die belast zijn met de opsporing en vaststelling van de inbreuken bepaald in artikel XV.2 van het Wetboek van economisch recht;' ».

Compte tenu de cette réponse, il peut être envisagé, dans un souci de clarté de la réglementation, de limiter la définition des « autorités belges de surveillance du marché », à l'article 2, 25°, du projet, à la mention de l'administration concrète qui est de toute évidence visée, à savoir « la Direction générale de l'Énergie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie ».

Article 5

11. À l'article 5, § 2, alinéa 2, du projet, les mots « [I]orsqu'il a été démontré qu'un produit », dans le texte français, ne correspondent pas aux mots « [i]ndien via die procedure is aangetoond dat het product », dans le texte néerlandais. Cette discordance doit être éliminée.

12. Dans le texte français de l'article 5, § 8, du projet, les mots « pour le retirer » doivent être remplacés par les mots « pour le retirer du marché ». Ce faisant, le texte français est non seulement mis en conformité avec le texte néerlandais du même paragraphe, mais il est également mieux aligné sur le texte français de dispositions analogues du projet, telles que les articles 7, § 8, et 8, § 5.

Zoals blijkt uit de tekst van artikel 2, lid 1, van de richtlijn, worden besturingssystemen voor gewone computerapparatuur voor consumenten als een "product" in de zin van die richtlijn beschouwd. Aangezien de richtlijn onderscheiden verplichtingen vaststelt voor marktdeelnemers die zich met producten bezighouden (zie bijvoorbeeld de artikelen 7 tot 12) en dienstverleners (zie bijvoorbeeld de artikelen 13 en 14), vereist een coherente omzetting ervan dat de regels voor alle producten (m.i.v. die voor besturingssystemen voor gewone computerapparatuur) in eenzelfde ontwerp worden omgezet.

8.4. Artikel 3, 2°, b), van het ontwerp, vermeldt dat bepaalde zelfbedieningsautomaten onder het toepassingsgebied van het ontwerp vallen "voor het verlenen van onder dit besluit vallende diensten". Aangezien het ontworpen besluit de regeling inzake diensten die is opgenomen in de richtlijn niet omzet (zie voetnoot 2), kan niet worden verwezen naar "dit besluit". Er dient ofwel te worden verwezen naar de relevante internrechtelijke regels of, bij gebrek daaraan, naar de diensten bedoeld in artikel 2, lid 2, van de richtlijn.

8.5. In artikel 11, § 6, van het ontwerp, dat strekt tot omzetting van artikel 14, lid 8, van de richtlijn, moet de zinsnede "aangeboden wordt" worden vervangen door "in de handel gebracht wordt". Daarnaast moet de zinsnede "brengen hiervan de Belgische markttoezichtautoriteiten op de hoogte" worden vervangen door de zinsnede "verstrekken daartoe informatie aan de Belgische markttoezichtautoriteiten".

8.6. Het woord "besluiten" in artikel 18 van het ontwerp, dat strekt tot omzetting van artikel 24, lid 2, van de richtlijn, dient te worden vervangen door "Uniehandelingen of handelingen die strekken tot de uitvoering of omzetting daarvan" of een gelijkaardig begrip. De ontworpen bepaling zou anders impliceren dat (bestaande of toekomstige) koninklijke besluiten zonder Europeesrechtelijke basis kunnen afwijken van normen die de omzetting vormen van een EU-richtlijn.

9. Doorheen de tekst van het ontwerp worden de begrippen "Belgische markttoezichtautoriteiten" en "markttoezichtautoriteiten" door elkaar gebruikt (8). De tekst zou op dat punt meer uniform moeten worden gemaakt. Aangezien in artikel 2, 25°, van het ontwerp, een omschrijving wordt gegeven van het begrip "de Belgische markttoezichtautoriteiten", kan worden overwogen om, waar mogelijk, van uitsluitend dat begrip melding te maken.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 2

10. De definitie van het begrip "Belgische markttoezichtautoriteiten", in artikel 2, 25°, van het ontwerp, is onduidelijk. Het ministerieel besluit van 25 april 2014 'tot aanstelling van de ambtenaren die belast zijn met de opsporing en vaststelling van de inbreuken bepaald in artikel XV.2 van het Wetboek van economisch recht' vermeldt immers verschillende diensten van de FOD Economie die bevoegd zijn voor het opsporen en vaststellen van de inbreuken bepaald in artikel XV.102 van het Wetboek van economisch recht. Gevraagd welke dienst concreet wordt bedoeld, antwoordde de gemachtigde:

"Die definitie hoort vervangen te worden door 'De autoriteiten als bedoeld in artikel 5 van het ministerieel besluit van 25 april 2014 tot aanstelling van de ambtenaren die belast zijn met de opsporing en vaststelling van de inbreuken bepaald in artikel XV.2 van het Wetboek van economisch recht;'."

Rekening houdend met dit antwoord kan, ter wille van de duidelijkheid van de regelgeving, worden overwogen om de definitie van "Belgische markttoezichtautoriteiten" in artikel 2, 25°, van het ontwerp, te beperken tot de vermelding van het concrete bestuur dat blijkbaar wordt beoogd, zijnde "de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie".

Artikel 5

11. In artikel 5, § 2, tweede lid, van het ontwerp, stemmen de woorden "[i]ndien via die procedure is aangetoond dat het product", in de Nederlandse tekst, niet overeen met de woorden "[I]orsqu'il a été démontré qu'un produit", in de Franse tekst. Deze discordantie moet worden weggewerkt.

12. In de Franse tekst van artikel 5, § 8, van het ontwerp, moeten de woorden "pour le retirer" worden vervangen door de woorden "pour le retirer du marché". Op die wijze wordt de Franse tekst in overeenstemming gebracht met de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf, maar wordt tevens beter aangesloten bij de Franse tekst van gelijkaardige bepalingen van het ontwerp zoals de artikelen 7, § 8, en 8, § 5.

Article 13

13. L'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, du projet vise « le modèle figurant à l'annexe III de la décision n° 768/2008/CE » Est visé le modèle figurant à l'annexe III de la décision n° 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 'relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil'. L'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, du projet doit mentionner la date et l'intitulé de la décision n° 768/2008/CE, ou la liste des définitions figurant à l'article 2 du projet peut être complétée par une définition de la décision citée en dernier lieu.

14. L'article 13, § 2, alinéa 2, du projet, dispose que la déclaration UE de conformité est traduite dans une langue compréhensible pour les autorités belges de surveillance du marché, compte tenu de la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché. Pareille rédaction diffère de celle de dispositions analogues du projet, qui font notamment mention d'une « langue aisément compréhensible » (9). Dans la mesure où l'intention qui sous-tend les dispositions concernées du projet est de se fonder chaque fois sur une définition identique quant au fond, des termes identiques devraient être également toujours utilisés à cet égard. Indépendamment de cette observation, la question se pose de savoir s'il ne vaudrait pas mieux opter pour une rédaction garantissant une plus grande sécurité juridique en prévoyant que la déclaration UE de conformité est rédigée au moins dans la ou les langues de la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché. Si les auteurs du projet le souhaitent, on peut ajouter qu'une traduction en langue anglaise peut également être fournie.

Le greffier,
G. VERBERCKMOES

Le président,
M. VAN DAMME

Notes

1 Conformément à l'article 31, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/882, les États membres adoptent et publient, au plus tard le 28 juin 2022, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à cette directive.

2 La directive (UE) 2019/882 est en outre applicable aux services visés à l'article 2, paragraphe 2, de cette directive et à la réception des communications d'urgence dirigées vers le numéro d'urgence unique européen « 112 » (article 2, paragraphe 3, de la directive). Le projet ne vise pas la transposition de règles applicables à ces services et à ces communications d'urgence.

3 L'article 2, paragraphe 21, du règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 'fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil' définit la notion de « législation communautaire d'harmonisation » en termes larges comme « toute législation communautaire visant à harmoniser les conditions de la commercialisation des produits ». En outre, la directive (UE) 2019/882 partiellement transposée par le projet et les annexes de cette directive comportent des exigences techniques en matière d'accessibilité applicables aux produits, de sorte qu'il ne fait aucun doute qu'il s'agit de la transposition de « législations communautaires d'harmonisation technique » au sens de l'article VIII.57 du Code de droit économique.

4 Les normes de produits au sens de la loi spéciale du 8 août 1980 comportent « des conditions limitatives et contraignantes à observer pour la mise sur le marché de produits » (Doc. parl., Chambre, 1992-93, n° 1063/7, p. 42). La compétence fédérale en la matière a été justifiée par la nécessité de préserver l'union économique et monétaire belge (Doc. parl., Sénat, 1992-93, n° 558/1, p. 20; Doc. parl., Chambre, 1992-93, n° 1063/7, p. 37) et d'éliminer les obstacles à la libre circulation des biens entre les régions (Doc. parl., Sénat, 1992-93, n° 558/5, p. 67). Voir également, entre autres, C.C., 22 décembre 2010, n° 149/2010, B.4.2.

5 Ce qui n'exclut pas que les entités fédérées règlent certains aspects de contenu et techniques de certains services de leur ressort et qu'elles puissent à cet égard soumettre à des exigences techniques l'équipement destiné à l'usage des consommateurs afin de leur permettre d'accéder aux services concernés. La détermination des exigences imposées à cet équipement peut alors effectivement être considérée comme un accessoire d'une matière relevant de la compétence de l'entité fédérée concernée. Voir également l'avis C.E. 70.615/3 du 31 décembre 2021 sur un avant-projet de décret devenu le décret 'tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten, en tot wijziging van het decreet van 12 februari 2021 houdende wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie met betrekking

Artikel 13

13. In artikel 13, § 2, eerste lid, van het ontwerp, wordt verwezen naar "het model in bijlage III bij Besluit nr. 768/2008/EG". Bedoeld wordt het model in bijlage III bij het besluit nr. 768/2008/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 'betreffende een gemeenschappelijk kader voor het verhandelen van producten en tot intrekking van Besluit 93/465/EEG van de Raad'. In artikel 13, § 2, eerste lid, van het ontwerp, moet melding worden gemaakt van de datum en het opschrift van het besluit nr. 768/2008/EG, dan wel kan de lijst met definities in artikel 2 van het ontwerp, worden aangevuld met een omschrijving van het laatstgenoemde besluit.

14. In artikel 13, § 2, tweede lid, van het ontwerp, wordt bepaald dat de EU-conformiteitsverklaring wordt vertaald in een voor de Belgische markttoezichtautoriteiten begrijpelijke taal, gelet op het taalgebied waar het product op de markt wordt aangeboden. Dergelijke redactie verschilt van die van gelijkaardige bepalingen van het ontwerp waarin onder meer melding wordt gemaakt van een "gemakkelijk te begrijpen taal" (9). Voor zover aan de betrokken bepalingen van het ontwerp de bedoeling ten grondslag ligt om telkens van een inhoudelijk identieke omschrijving uit te gaan, zouden daarbij ook steeds identieke bewoordingen moeten worden gebruikt. Afgezien daarvan rijst de vraag of niet het best wordt geopteerd voor een redactie die een grotere rechtszekerheid waarborgt door te bepalen dat de EU-conformiteitsverklaring opgesteld wordt op zijn minst in de taal of de talen van het taalgebied waar het product op de markt wordt aangeboden. Indien de stellers dit wensen, kan hieraan toegevoegd worden dat ook een vertaling in het Engels kan worden bezorgd.

De griffier,
G. VERBERCKMOES

Le président,
M. VAN DAMME

Nota's

1 Overeenkomstig artikel 31, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/882 stellen de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast om aan deze richtlijn te voldoen en maken zij deze uiterlijk op 28 juni 2022 bekend.

2 Richtlijn (EU) 2019/882 is voorts van toepassing op diensten bedoeld in artikel 2, lid 2, van deze richtlijn en op het beantwoorden van noodcommunicatie via het gemeenschappelijk Europees noodnummer 112 (artikel 2, lid 3, van de richtlijn). Het ontwerp strekt niet tot omzetting van regels die gelden voor die diensten en noodcommunicatie.

3 Het begrip "communautaire harmonisatiewetgeving" wordt in artikel 2, lid 21, van de verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 'tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 339/93' ruim gedefinieerd als "alle communautaire wetgeving die de voorwaarden voor het verhandelen van producten harmoniseert". Voorts omvatten de door het ontwerp gedeeltelijk omgezette richtlijn (EU) 2019/882 en de bijlagen bij deze richtlijn technische vereisten inzake toegankelijkheid die gelden voor de producten, waardoor er zonder enige twijfel sprake is van de omzetting van "technische communautaire harmonisatiewetgeving" in de zin van artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht.

4 Productnormen in de zin van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn "limitatieve en dwingende voorwaarden voor het op de markt brengen van producten" (Parl.St. Kamer 1992-93, nr. 1063/7, 42). De federale bevoegdheid op dat vlak werd verantwoord door de noodzaak om de Belgische economische en monetaire unie te vrijwaren (Parl.St. Senaat, 1992-93, nr. 558/1, 20; Parl.St. Kamer 1992-93, nr. 1063/7, 37) en om obstakels voor het vrije verkeer van goederen tussen de gewesten uit de weg te ruimen (Parl.St. Senaat 1992-93, nr. 558/5, 67). Zie o.m. ook GwH 22 december 2010, nr. 149/2010, B.4.2.

5 Wat niet uitsluit dat de deelentiteiten sommige inhoudelijke en technische aspecten regelen van bepaalde tot hun bevoegdheid behorende diensten en daarbij technische eisen zouden kunnen stellen aan apparatuur die is bedoeld voor gebruik van consumenten teneinde voor hen de toegang mogelijk te maken tot de desbetreffende diensten. Het vaststellen van de aan die apparatuur gestelde eisen kan alsdan immers worden beschouwd als zijnde een accessorium van een aangelegenheid waarvoor de betrokken deelentiteit bevoegd is. Zie ook adv.RvS 70.615/3 van 31 december 2021 over een voorontwerp van decreet dat heeft geleid tot het op 25 mei 2022 in de plenaire vergadering van het Vlaams Parlement aangenomen decreet 'tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten, en tot wijziging van het decreet van 12 februari 2021 houdende wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep

tot de landelijke en regionale radio-omroeporganisaties en de technische eindapparatuur voor FM—radio—ontvangst van radio-omroeporganisaties', adopté le 25 mai 2022 en séance plénière du Parlement flamand (Doc. parl., Parl. fl. 2021-22, n° 1228/1, pp. 115-116).

6 À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou des modifications visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

7 Le délégué a communiqué un tableau de concordance qui a facilité l'examen du texte. Toutefois, le tableau contient un certain nombre d'imperfections. Ainsi, les dispositions correspondantes des définitions figurant dans la directive (UE) 2019/882 ne sont pas correctement reproduites à partir de l'article 2, 15°, jusqu'à l'article 2, 24°, et le projet ne comporte pas d'articles 2, 26°, à 2, 28°, de sorte que ces articles ne sont pas à leur place dans le tableau de concordance.

8 Certaines dispositions du projet emploient indifféremment les deux notions dans les textes français et néerlandais. Ainsi, le texte français de l'article 11, § 6, du projet, mentionne « les autorités de surveillance du marché » et le texte néerlandais « Belgische markttoezichtautoriteiten ».

9 Voir par exemple les articles 5, §§ 7 et 9, et 7, §§ 5 et 9, du projet.

Conseil d'Etat, section de législation

Avis 73.193/1 du 6 avril 2023

sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits'

Le 7 mars 2023, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 28 mars 2023. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'Etat, Johan PUT, assesseur, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 avril 2023.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de transposer en droit interne certaines dispositions de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services' (ci-après : la directive) (1). Il vise plus particulièrement à transposer les règles en matière d'accessibilité applicables aux produits visés à l'article 2, paragraphe 1, de la directive (2), à l'exception des systèmes d'exploitation pour les systèmes informatiques matériels à usage général du grand public. En outre, il prévoit également d'élargir le champ d'application matériel du régime en projet aux ordinateurs de vote.

Certaines dispositions du projet sont identiques ou largement identiques aux dispositions d'un projet d'arrêté royal ayant le même intitulé, sur lequel la section de législation a donné le 1^{er} juin 2022 l'avis 71.451/1.

Sauf en cas de modification du contexte juridique, le Conseil d'Etat, section de législation, ne donne en règle générale pas de nouvel avis sur des dispositions qui ont déjà été examinées précédemment ou qui ont été modifiées à la suite d'observations formulées dans des avis antérieurs. Dès lors, seuls les nouveaux articles en projet ou les articles en projet qui vont au-delà de la prise en compte des observations formulées dans des avis antérieurs, et qui peuvent par conséquent être considérés comme nouveaux, sont examinés. En ce qui concerne les autres dispositions du projet, on se reportera à l'avis précité et – bien entendu dans la mesure où elles sont encore pertinentes dans le contexte juridique modifié – aux observations qui y ont été formulées sur les dispositions qui sont reproduites dans le projet à l'examen.

en télévision met betrekking tot de landelijke en regionale radio-omroeporganisaties en de technische eindapparatuur voor FM-radio-ontvangst van radio-omroeporganisaties' (Parl.St. VI.Parl. 2021-22, nr. 1228/1, 115-116).

6 Namelijk andere wijzigingen dan diegene waarvan in het advies melding zal worden gemaakt of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in het advies zal worden opgemerkt.

7 De gemachtigde deelde een concordantietabel mee die het onderzoek van het ontwerp heeft bevorderd. Wel bevat de tabel een aantal onvolkomenheden. Zo zijn de overeenstemmende bepalingen van de definities in richtlijn (EU) 2019/882 vanaf artikel 2, 15°, tot artikel 2, 24°, niet correct weergegeven en bevat het ontwerp geen artikelen 2, 26°, tot 2, 28°, waardoor die artikelen niet thuishoren in de concordantietabel.

8 In sommige bepalingen van het ontwerp worden de beide begrippen door elkaar gebruikt in de Nederlandse en de Franse tekst onderling. Zo wordt in de Nederlandse tekst van artikel 11, § 6, van het ontwerp, melding gemaakt van "Belgische markttoezichtautoriteiten", en in de Franse tekst van "les autorités de surveillance du marché".

9 Zie bv. de artikelen 5, §§ 7 en 9, en 7, §§ 5 en 9, van het ontwerp.

Raad van state, afdeling Wetgeving

Advies 73.193/1 van 6 april 2023

over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'

Op 7 maart 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 28 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, Johan PUT, assessor, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 april 2023.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe sommige bepalingen van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten' (hierna: de richtlijn) (1) in het interne recht om te zetten. Meer in het bijzonder wordt de omzetting beoogd van de regels inzake de toegankelijkheid die gelden voor de producten bedoeld in artikel 2, lid 1, van de richtlijn (2) met uitzondering van besturingssystemen voor gewone computerapparatuur voor consumenten. Er wordt daarnaast ook voorzien in een uitbreiding van het materieel toepassingsgebied van de ontworpen regeling tot stemcomputers.

Een aantal van de bepalingen van het ontwerp zijn identiek of grotendeels identiek aan de bepalingen van een ontwerp van koninklijk besluit met hetzelfde opschrift waarover de afdeling Wetgeving op 1 juni 2022 advies 71.451/1 uitbracht.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, verleent, behoudens in geval van wijziging van de juridische context, in de regel geen nieuw advies over bepalingen die al eerder zijn onderzocht of die zijn gewijzigd ten gevolge van in eerdere adviezen gemaakte opmerkingen. Derhalve zullen enkel de nieuw ontworpen artikelen of de ontworpen artikelen die verder gaan dan het rekening houden met de opmerkingen uit de eerdere adviezen, en die bijgevolg als nieuw kunnen worden beschouwd, worden onderzocht. Wat de andere bepalingen van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar het voornoemde advies en – uiteraard voor zover ze nog relevant zijn in het licht van de gewijzigde juridische context – de opmerkingen die daarin zijn gemaakt bij de in het voorliggende ontwerp overgenomen bepalingen.

Ce qui précède implique que l'examen ci-après est resté limité aux articles 2, 20°, 2, 23°, 2, 26° et 2, 27° (insertion de nouvelles définitions), 3, § 1^{er}, 2°, b) (extension du champ d'application matériel du régime aux ordinateurs de vote), 3, § 2 (obligation dans le chef des ministres concernés de rédiger un rapport), 11, § 4 (exemption de l'obligation de documentation après une demande motivée des microentreprises), 11, § 6 (modification des règles relatives à l'obligation d'information si l'article 11, § 1^{er}, du projet, est invoqué) et 18 (disposition exécutoire).

Compte tenu de la directive que le législateur fédéral est tenu de transposer, il est également examiné pourquoi un certain nombre de dispositions de transposition, qui figuraient dans le projet d'arrêté royal qui a fait l'objet de l'avis 71.451/1, ont été omises du projet à l'examen. Il s'agit à cet égard de l'article 2, 14° (définition des petites et moyennes entreprises), de la dernière phrase de l'article 13, § 2, alinéa 1^{er} (éviter d'imposer une charge indue aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises) et de l'article 17 (constatations entraînant la demande de mettre un terme à la non-conformité) du projet d'arrêté royal sur lequel l'avis 71.451/1 a été donné.

3.1. Ainsi qu'il ressort du préambule, le fondement juridique du régime en projet est recherché dans l'article VIII.57 du Code de droit économique, qui s'énonce comme suit :

« En vue de la transposition ou l'implémentation de législations communautaires d'harmonisation technique visée au Règlement (CE) 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008, le Roi peut :

- 1° déterminer les conditions auxquelles des produits doivent satisfaire pour être mis à disposition sur le marché ;
- 2° déterminer les obligations des opérateurs économiques ;
- 3° déterminer les conditions auxquelles des organismes notifiés doivent satisfaire ».

3.2. L'article 2, paragraphe 21, du règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 'fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil' définit la notion de « législation communautaire d'harmonisation » comme « toute législation communautaire visant à harmoniser les conditions de la commercialisation des produits ».

La directive (UE) 2019/882 doit être considérée comme une telle « législation communautaire ». En principe, et sous réserve des observations formulées ci-après aux points 3.3 et 3.4, le régime en projet peut dès lors être réputé trouver son fondement juridique dans l'article VIII.57 du Code de droit économique.

3.3. L'article 3, § 1^{er}, 2°, b), du projet, mentionne « ordinateurs de vote » dans l'énumération de produits qui relèvent du régime en projet. Or, la directive ne fait nullement mention d'« ordinateurs de vote ». A la question de savoir si l'on vise ainsi, par exemple, à préciser une catégorie mentionnée à l'article 2, paragraphe 1, de la directive, le délégué a communiqué ce qui suit :

« Vermits richtlijn (EU) 2019/882 een minimale harmonisatie betreft, is het ons inziens mogelijk om bijkomende producten te onderwerpen aan het toepassingsgebied van de omgezette richtlijn.

(...) Hoewel artikel VIII.57 WER daadwerkelijk de rechtsgrond vormt, lezen we hierin geen beperking om in het kader van de omzetting van richtlijnen, zich te beperken tot een minimumharmonisatie. Immers de memorie van toelichting bepaalt dienaangaande dat de betrokken bepaling 'de Koning toelaat de nodige regels vast te stellen om de technische communautaire harmonisatiewetgeving zoals bedoeld in Verordening (EG) 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 om te zetten en toe te passen' ».

Il se déduit de cette réponse que l'article 3, § 1^{er}, 2°, b), du projet a pour but de soumettre un produit supplémentaire, qui n'est pas mentionné dans la directive, aux dispositions de celle-ci. L'article 3, § 1^{er}, 2°, b), du projet ne trouve dès lors pas de fondement juridique dans l'article VIII.57 du Code de droit économique, qui ne procure en effet un fondement juridique qu'à la transposition et la mise en œuvre des règles de droit européen harmonisant les conditions de la commercialisation des produits. Le Roi ne peut être réputé habilité, sur le fondement de la disposition légale précitée, à étendre de manière illimitée le champ d'application de la législation de l'UE à transposer. On n'aperçoit pas non plus quelle autre disposition légale pourrait procurer un fondement juridique à cet effet, de sorte que l'article 3, § 1^{er}, 2°, b), doit être omis du projet.

Het voorgaande houdt in dat het hierna volgende onderzoek beperkt is gebleven tot de artikelen 2, 20°, 2, 23°, 2, 26°, 2, 27°, (invoeving van nieuwe definities), 3, § 1, 2°, b), (uitbreiding van het materieel toepassingsgebied van de regeling tot stemcomputers), 3, § 2, (verplichting in hoofde van de betrokken ministers tot het opstellen van een rapport), 11, § 4, (vrijstelling van de documentatieplicht na een gemotiveerd verzoek van micro-ondernemingen), 11, § 6, (wijziging van de regels inzake de informatieplicht indien een beroep wordt gedaan op artikel 11, § 1, van het ontwerp) en 18 (uitvoeringsbepaling).

Er wordt, rekening houdend met de richtlijn die door de federale wetgever dient te worden omgezet, eveneens onderzocht waarom een aantal omzettingsbepalingen die vermeld waren in het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 71.451/1 werd uitgebracht, zijn weggelaten uit het voorliggende ontwerp. Het gaat wat dat betreft om artikel 2, 14°, (definitie van kleine en middelgrote onderneming), de laatste zin van artikel 13, § 2, eerste lid, (vermijden dat micro-ondernemingen en kleine en middelgrote ondernemingen zware lasten te dragen krijgen) en artikel 17 (vastgestelde feiten die aanleiding geven tot het vragen om een einde te stellen aan de non-conformiteit), van het ontwerp van koninklijk besluit waarover advies 71.451/1 werd uitgebracht.

3.1. Zoals blijkt uit de aanhef, wordt voor de ontworpen regeling rechtsgrond gezocht in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht, dat luidt:

“Met het oog op de omzetting of toepassing van technische communautaire harmonisatiewetgeving zoals bedoeld in Verordening (EG) 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008, kan de Koning:

- 1° de voorwaarden bepalen waaraan producten moeten voldoen om op de markt te worden aangeboden;
- 2° de verplichtingen van marktdeelnemers bepalen;
- 3° de voorwaarden bepalen waaraan aangemelde instanties moeten voldoen.”

3.2. Het begrip “communautaire harmonisatiewetgeving” wordt in artikel 2, lid 21, van de verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 'tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht betreffende het verhandelen van producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 339/93' omschreven als “alle communautaire wetgeving die de voorwaarden voor het verhandelen van producten harmoniseert”.

Richtlijn (EU) 2019/882 valt als dergelijke “communautaire wetgeving” te beschouwen. In beginsel en onder voorbehoud van hetgeen hierna wordt opgemerkt onder de randnummers 3.3 en 3.4, kan de ontworpen regeling dan ook geacht worden rechtsgrond te vinden in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht.

3.3. In artikel 3, § 1, 2°, b), van het ontwerp worden “stemcomputers” vermeld in de opsomming van producten die onder de ontworpen regeling vallen. De richtlijn maakt echter geen melding van “stemcomputers”. Gevraagd of daarmee bijvoorbeeld een verduidelijking van een in artikel 2, lid 1, van de richtlijn vermelde categorie bedoeld wordt, deelde de gemachtigde het volgende mee:

“Vermits richtlijn (EU) 2019/882 een minimale harmonisatie betreft, is het ons inziens mogelijk om bijkomende producten te onderwerpen aan het toepassingsgebied van de omgezette richtlijn.

(...) Hoewel artikel VIII.57 WER daadwerkelijk de rechtsgrond vormt, lezen we hierin geen beperking om in het kader van de omzetting van richtlijnen, zich te beperken tot een minimumharmonisatie. Immers de memorie van toelichting bepaalt dienaangaande dat de betrokken bepaling 'de Koning toelaat de nodige regels vast te stellen om de technische communautaire harmonisatiewetgeving zoals bedoeld in Verordening (EG) 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 om te zetten en toe te passen.’”

Uit dit antwoord valt af te leiden dat artikel 3, § 1, 2°, b), van het ontwerp tot doel heeft om een bijkomend, niet in de richtlijn vermeld product te onderwerpen aan de voorschriften van deze richtlijn. Artikel 3, § 1, 2°, b), van het ontwerp, vindt dan ook geen rechtsgrond in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht, dat immers enkel rechtsgrond biedt voor de omzetting en uitvoering van Europees-rechtelijke regels die de voorwaarden voor het verhandelen van producten harmoniseren. De Koning kan niet geacht worden om op grond van de voormelde wettelijke bepaling gemachtigd te zijn om op onbeperkte wijze het toepassingsgebied van om te zetten EU-wetgeving uit te breiden. Er valt ook niet in te zien welke andere wettelijke bepaling hiervoor rechtsgrond zou kunnen bieden, waardoor artikel 3, § 1, 2°, b), uit het ontwerp moet worden weggelaten.

3.4. Ainsi qu'il a été conclu au point 3.3 qu'aucun fondement juridique ne peut être trouvé dans l'article VIII.57 du Code de droit économique pour étendre le champ d'application matériel de la législation de l'UE concernée, cette disposition légale ne permet pas non plus au Roi de modifier le champ d'application personnel de la législation de l'UE concernée ou d'y déroger. Or, le projet contient un certain nombre de dispositions relatives aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises qui dérogent à la directive (3). Qui plus est, certains éléments de celle-ci ne sont pas transposés en ce qui concerne les entreprises concernées (4). Le Roi ne puise pas dans l'article VIII.57 du Code de droit économique le pouvoir de ne pas transposer ou de ne transposer que dans une mesure limitée en droit interne des dispositions particulières de la directive qui s'appliquent aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises. Ainsi, le Roi porterait d'ailleurs atteinte à la finalité de la réduction des charges administratives au profit des entreprises concernées, finalité qui fonde clairement la directive (5) et qui ne peut être ignorée au moyen d'une simple référence à l'« harmonisation minimale » que la directive impliquerait en matière de protection des consommateurs (6). Les dispositions concernées ne pourront dès lors être maintenues telles quelles dans le projet.

FORMALITÉS

4. Dans l'avis 71.451/1 précité, la section de législation a souligné que le projet d'arrêté royal soumis une nouvelle fois pour avis aujourd'hui devait faire l'objet d'une concertation en application de l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' et que l'avis de l'inspecteur des Finances et éventuellement l'accord budgétaire devaient encore être recueillis. Pour l'heure, il ne ressort pas des pièces produites et de la réponse du délégué qu'une concertation a eu lieu au sujet du projet d'arrêté royal actuellement soumis pour avis en application de l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 (7). Le délégué a également communiqué que l'on attend encore pour le moment l'avis de l'Inspection des finances.

Les formalités précitées doivent encore être respectées et si l'accomplissement desdites formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État (8), les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

5. Il faudra veiller à ce que la directive, dont le délai de transposition a déjà expiré, soit complètement et adéquatement transposée en droit interne. Contrairement au projet 71.451/1, le projet à l'examen ne vise manifestement plus à transposer certaines dispositions de la directive ou certains éléments de celles-ci (voir par exemple les dispositions de la directive visées au point 3.4). En outre, on peut par exemple se demander pourquoi le projet à l'examen ne transpose pas l'article 22 de la directive. Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a communiqué ce qui suit :

« (...) het huidig ontwerp van KB vindt zijn rechtsgrond in artikel VIII.57 WER. Boek XV van hetzelfde wetboek voorziet in de rechtshandhavingsmodaliteiten van de boeken in het betrokken wetboek alsook de besluiten genomen in uitvoering van die boeken. Het geniet dan ook voorkeur om alle toezichts- en rechtshandhavingsmodaliteiten te behouden in dat wetboek. (...)

De artikelen die daartoe strekken maken deel uit van een afzonderlijk ontwerp van wet tot wijziging van boek XV van WER. Dat ontwerp van wet wordt niet door onze dienst voorbereid ».

Il ressort de la réponse citée qu'en vue d'une appréciation du caractère complet de la transposition de la directive, l'examen devra dépasser le cadre du seul texte du projet d'arrêté royal à l'examen.

6. Par rapport au projet 71.451/1 précédemment soumis pour avis, toutes les références contenues dans le projet à l'examen ne sont pas encore correctes. Ainsi, plusieurs dispositions font référence à l'article 18 du projet, qui est toutefois devenu une simple disposition exécutoire consécutivement à la modification de la numérotation (9). Le projet devra encore être soumis à un examen supplémentaire à cet égard.

3.4. Zoals onder randnummer 3.3 ertoe wordt besloten dat in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht geen rechtsgrond kan worden gevonden voor een uitbreiding van het materieel toepassingsgebied van de betrokken EU-wetgeving, biedt die wetsbepaling aan de Koning evenmin de mogelijkheid om het personeel toepassingsgebied van de betrokken EU-wetgeving te wijzigen of ervan af te wijken. Het ontwerp bevat nochtans een aantal bepalingen betreffende de micro-ondernemingen en de kleine en middelgrote ondernemingen waarin van de richtlijn wordt afgeweken (3). Daarenboven worden sommige onderdelen ervan niet omgezet, wat de betrokken ondernemingen betreft (4). De Koning vindt in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht niet de bevoegdheid om bijzondere richtlijnvoorschriften die gelden voor micro-ondernemingen, en kleine en middelgrote ondernemingen niet of slechts in beperkte mate in het interne recht om te zetten. Op die manier zou de Koning trouwens afbreuk doen aan de finaliteit van administratieve lastenverlaging ten behoeve van de betrokken ondernemingen die duidelijk aan de richtlijn ten grondslag ligt (5) en waaraan niet kan worden voorbijgegaan door middel van een loutere verwijzing naar de "minimumharmonisatie" die de richtlijn op het vlak van de consumentenbescherming zou inhouden (6). De betrokken bepalingen zullen derhalve niet ongewijzigd in het ontwerp kunnen worden behouden.

VORMVEREISTEN

4. In het reeds genoemde advies 71.451/1 heeft de afdeling Wetgeving erop gewezen dat over het nu opnieuw om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit overleg moet worden gepleegd met toepassing van artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' en dat het advies van de Inspecteur van Financiën en eventueel het begrotingsakkoord nog moeten worden ingewonnen. Uit de voorgelegde stukken en het antwoord van de gemachtigde blijkt voorts nog niet dat over het thans om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit overleg is gepleegd met toepassing van artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (7). De gemachtigde deelde voorts mee dat momenteel nog wordt gewacht op het advies van de Inspectie van Financiën.

De voormelde vormvereisten moeten alsnog worden nageleefd en indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan (8), moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, alsnog aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

5. Er zal op moeten worden toegezien dat de richtlijn, waarvan de omzettingstermijn reeds is verstreken, volledig en naar behoren wordt omgezet in het nationaal recht. Van sommige richtlijnbeoordelingen of onderdelen ervan wordt, in tegenstelling tot wat het geval was in het ontwerp 71.451/1, blijkbaar niet langer de omzetting beoogd in het voorliggende ontwerp (zie bijvoorbeeld de richtlijnbeoordelingen waaraan wordt gerefereerd onder randnummer 3.4). Daarnaast kan bijvoorbeeld de vraag worden opgeworpen waarom artikel 22 van de richtlijn niet wordt omgezet met het voorliggende ontwerp. Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, deelde de gemachtigde het volgende mee:

« (...) het huidig ontwerp van KB vindt zijn rechtsgrond in artikel VIII.57 WER. Boek XV van hetzelfde wetboek voorziet in de rechtshandhavingsmodaliteiten van de boeken in het betrokken wetboek alsook de besluiten genomen in uitvoering van die boeken. Het geniet dan ook voorkeur om alle toezichts- en rechtshandhavingsmodaliteiten te behouden in dat wetboek. (...)

De artikelen die daartoe strekken maken deel uit van een afzonderlijk ontwerp van wet tot wijziging van boek XV van WER. Dat ontwerp van wet wordt niet door onze dienst voorbereid ».

Het aangehaalde antwoord doet ervan blijken dat, met het oog op een beoordeling van de volledigheid van de omzetting van de richtlijn, breder zal moeten worden gekeken dan uitsluitend de tekst van het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit.

6. Niet alle verwijzingen in het voorliggende ontwerp zijn, in vergelijking met het eerder om advies voorgelegde ontwerp 71.451/1, nog steeds correct. Zo verwijzen verschillende bepalingen naar artikel 18 van het ontwerp, dat ingevolge de gewijzigde nummering echter een loutere uitvoeringsbepaling is geworden (9). Het ontwerp dient in dit verband nog aan een bijkomend onderzoek te worden onderworpen.

EXAMEN DU TEXTEPréambule

7. Dès lors que le présent avis doit être lu en combinaison avec l'avis 71.451/1 du 1^{er} juin 2022, précité, le troisième alinéa du préambule du projet doit également faire mention de ce dernier avis.

Article 11

8. À l'article 11, § 6, il y a une discordance entre le texte français (« fournissent à cet effet des informations objectives ») et le texte néerlandais (« verstrekken daartoe informatie »). Cette discordance doit être éliminée.

Le Greffier,
W. GEURTS

Le président,
M. VAN DAMME

Notes

1 Conformément à l'article 31, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/882, les États membres devaient adopter et publier, au plus tard le 28 juin 2022, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive.

2 La directive (UE) 2019/882 est en outre applicable aux services visés à l'article 2, paragraphe 2, de cette directive et à la réception des communications d'urgence dirigées vers le numéro d'urgence unique européen « 112 » (article 2, paragraphe 3, de la directive). Le projet ne vise pas la transposition de règles applicables à ces services et à ces communications d'urgence.

3 L'article 11, § 4, du projet, dispose que les autorités belges de surveillance du marché peuvent, sur demande motivée de microentreprises, leur accorder une exemption de l'obligation de documentation. Toutefois, cette disposition ne transpose pas correctement l'article 14, paragraphe 4, de la directive, qui dispose que les microentreprises exerçant leur activité dans le domaine des produits sont exonérées de l'obligation d'apporter des preuves à l'appui de leur évaluation. L'article 11, § 6, du projet, soumet également les microentreprises à une obligation d'information si elles invoquent la règle de l'article 11, § 1^{er}, du projet pour un produit spécifique. Cette disposition se heurte toutefois à l'article 14, paragraphe 8, deuxième alinéa, de la directive, qui se fonde sur la non-applicabilité de pareille obligation d'information aux microentreprises.

4 Des dispositions de transposition qui figuraient encore dans le projet 71.451/1, sont maintenant omises. Tel est le cas de la dernière phrase de l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, du projet de l'époque (« Les exigences concernant la documentation technique évitent d'imposer une charge indue aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises » ; transposition de l'article 16, paragraphe 2, de la directive) et de la définition de petites et moyennes entreprises ; transposition de l'article 3, paragraphe 24, de la directive.

5 Voir plus particulièrement les considérants 65, 70 et 71 de la directive.

6 Le délégué l'a formulé comme suit : « (...) Vermits de betrokken richtlijn een minimumharmonisatie betreft, werd besloten om voor micro-ondernemingen, kleine en middelgrote ondernemingen niet meer in een gunstregime te voorzien voor wat betreft de eisen aan de technische documentatie ».

7 À cet égard, le délégué a communiqué ce qui suit : « (...) hoewel in het eerder advies rechtsgrond werd gevonden in de federale bevoegdheid productnormen uit te vaardigen (artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1^o BWHL), leek ons het verband met titel 'II. Wat het leefmilieu en waterbeleid betreft', niet meteen duidelijk. Na verder onderzoek leek ons de federale bevoegdheid inzake de bescherming van de gebruiker (artikel 6, § 1, VI, vierde lid BWHL) de meest gepaste en binnen het kader van de huidige omzetting meest relevante rechtsgrond. Voor die rechtsgrond is een betrekking van de gewestregeringen bovendien geen vormvereiste ». Toutefois, avec ce point de vue, le délégué méconnaît l'analyse de l'avis 71.451/1 précité concernant la compétence et la participation des régions.

8 À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

9 Voir par exemple l'article 17 du projet et l'intitulé de la section III de l'annexe I du projet.

ONDERZOEK VAN DE TEKSTAanhef

7. Aangezien het voorliggende advies moet worden gelezen in samenhang met het meermaals genoemde advies 71.451/1 van 1 juni 2022, dient in het derde lid van de aanhef van het ontwerp ook van het laatstgenoemde advies melding te worden gemaakt.

Artikel 11

8. In artikel 11, § 6, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse ("verstrekken daartoe informatie") en de Franse tekst ("fournissent à cet effet des informations objectives"). Deze discordantie moet worden weggewerkt.

De griffier,
W. GEURTS

De voorzitter,
M. VAN DAMME

Nota's

1 Overeenkomstig artikel 31, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/882 dienden de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen om aan de richtlijn te voldoen en dienden zij deze uiterlijk op 28 juni 2022 bekend te maken.

2 Richtlijn (EU) 2019/882 is voorts van toepassing op diensten bedoeld in artikel 2, lid 2, van deze richtlijn en op het beantwoorden van noodcommunicatie via het gemeenschappelijk Europees noodnummer 112 (artikel 2, lid 3, van de richtlijn). Het ontwerp strekt niet tot het omzetten van regels die gelden voor die diensten en noodcommunicatie.

3 Artikel 11, § 4, van het ontwerp, bepaalt dat de Belgische markttoezichtautoriteiten op gemotiveerd verzoek van micro-ondernemingen een vrijstelling kunnen toekennen van de documentatieplicht. Die bepaling vormt evenwel een onjuiste omzetting van artikel 14, lid 4, van de richtlijn, waarin wordt bepaald dat micro-ondernemingen die zich met producten bezighouden uitgezonderd zijn van het voorschrift hun beoordeling te documenteren. Artikel 11, § 6, van het ontwerp, onderwerpt ook micro-ondernemingen aan een informatieplicht indien zij voor een specifiek product een beroep doen op de regeling van artikel 11, § 1, van het ontwerp. Die bepaling staat evenwel op gespannen voet met artikel 14, lid 8, tweede alinea, van de richtlijn, waarin wordt uitgegaan van de niet-toepasselijkheid van dergelijke informatieplicht op micro-ondernemingen.

4 Omzettingbepalingen die nog in het ontwerp 71.451/1 voorkwamen, zijn nu weggelaten. Dat is het geval voor de laatste zin van artikel 13, § 2, eerste lid, van het toenmalige ontwerp ("Bij de eisen aan de technische documentatie wordt vermeden dat micro-ondernemingen en kleine en middelgrote ondernemingen zware lasten te dragen krijgen"; omzetting van artikel 16, lid 2, van de richtlijn) en de definitie van kleine en middelgrote ondernemingen; omzetting van artikel 3, lid 24, van de richtlijn.

5 Zie meer in het bijzonder de overwegingen 65, 70 en 71 van de richtlijn.

6 De gemachtigde verwoordde het als volgt: "(...) Vermits de betrokken richtlijn een minimumharmonisatie betreft, werd besloten om voor micro-ondernemingen, kleine en middelgrote ondernemingen niet meer in een gunstregime te voorzien voor wat betreft de eisen aan de technische documentatie".

7 De gemachtigde deelde in dit verband het volgende mee: "(...) hoewel in het eerder advies rechtsgrond werd gevonden in de federale bevoegdheid productnormen uit te vaardigen (artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1^o BWHL), leek ons het verband met titel 'II. Wat het leefmilieu en waterbeleid betreft', niet meteen duidelijk. Na verder onderzoek leek ons de federale bevoegdheid inzake de bescherming van de gebruiker (artikel 6, § 1, VI, vierde lid BWHL) de meest gepaste en binnen het kader van de huidige omzetting meest relevante rechtsgrond. Voor die rechtsgrond is een betrekking van de gewestregeringen bovendien geen vormvereiste". Met dit standpunt gaat de gemachtigde evenwel voorbij aan de analyse in het voormelde advies 71.451/1 inzake de bevoegdheid en de gewestelijke betrokkenheid.

8 Namelijk andere wijzigingen dan diegene waarvan in het advies melding zal worden gemaakt of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in het advies zal worden opgemerkt.

9 Zie bv. artikel 17 van het ontwerp en het opschrift van afdeling III van bijlage I bij het ontwerp.

Conseil d'État, section de législation**Avis 73.968/1/V du 24 juillet 2023****sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits'**

Le 27 juin 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Économie à communiquer un avis dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 11 août 2023 (**), sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits'.

Le projet a été examiné par la première chambre des vacances le 18 juillet 2023. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Chantal BAMPES et Toon MOONEN, conseillers d'État, Johan PUT, assesseur, et Yves DEPOORTER, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Chantal BAMPES, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juillet 2023.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de transposer en droit interne certaines dispositions de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services' (1). Il vise en particulier à transposer les règles en matière d'accessibilité applicables aux produits visés à l'article 2, paragraphe 1, de cette directive (2), à l'exception des systèmes d'exploitation pour les systèmes informatiques matériels à usage général du grand public.

3. La plupart des dispositions du projet sont identiques ou largement identiques aux dispositions des projets d'arrêté royal portant le même intitulé sur lesquels la section de législation a donné l'avis 71.451/1 le 1^{er} juin 2022 et l'avis 73.193/1 le 6 avril 2023.

Sauf en cas de modification du contexte juridique, le Conseil d'État, section de législation, ne donne en règle générale pas de nouvel avis sur des dispositions qui ont déjà été examinées précédemment ou qui ont été modifiées à la suite d'observations formulées dans des avis antérieurs. Dès lors, seuls les nouveaux articles en projet ou les articles en projet qui vont au-delà de la prise en compte des observations formulées dans des avis antérieurs, et qui peuvent par conséquent être considérés comme nouveaux, sont examinés. En ce qui concerne les autres dispositions du projet, on se reportera aux avis précités et – bien entendu dans la mesure où elles sont encore pertinentes dans le contexte juridique modifié – aux observations qui y ont été formulées sur les dispositions qui sont reproduites dans le projet à l'examen.

Il résulte de ce qui précède que l'examen ci-après est resté limité aux articles 3, § 2, (délégation aux ministres de rédiger un rapport), 16 (omission de la répétition d'une référence à l'annexe 1^{re} du projet) et 18 (disposition exécutoire) du projet.

4. Ainsi qu'il ressort du préambule et contrairement aux projets soumis précédemment pour avis, le fondement juridique du projet à l'examen n'est plus uniquement recherché dans l'article VIII.57 du Code de droit économique (3) mais également dans le pouvoir général d'exécution du Roi visé à l'article 108 de la Constitution, combiné avec la disposition législative précitée.

Toutefois, l'examen du fondement juridique dans les avis 71.451/1 et 73.193/1 précités ne fait pas mention d'une nécessité ou d'une possibilité de se fonder sur le pouvoir général d'exécution du Roi. Les dispositions du projet dont fait état le *point 3* trouvant elles aussi un fondement juridique suffisant dans l'article VIII.57 du Code de droit économique, il n'est donc pas nécessaire d'invoquer l'article 108 de la Constitution.

Raad van state, afdeling Wetgeving**Advies 73.968/1/V van 24 juli 2023****over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'**

Op 27 juni 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 11 augustus 2023, (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten'.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 18 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Chantal BAMPES en Toon MOONEN, staatsraden, Johan PUT, assessor, en Yves DEPOORTER, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Chantal BAMPES, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juli 2023.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe sommige bepalingen van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 'betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten' (1) in het interne recht om te zetten. Meer in het bijzonder wordt de omzetting beoogd van de regels inzake de toegankelijkheid die gelden voor de producten bedoeld in artikel 2, lid 1, van deze richtlijn (2), met uitzondering van besturingssystemen voor gewone computerapparatuur voor consumenten.

3. Het merendeel van de bepalingen van het ontwerp is identiek of grotendeels identiek aan de bepalingen van de ontwerpen van koninklijk besluit met hetzelfde opschrift waarover de afdeling Wetgeving op 1 juni 2022 advies 71.451/1 en op 6 april 2023 advies 73.193/1 uitbracht.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, verleent, behoudens in geval van wijziging van de juridische context, in de regel geen nieuw advies over bepalingen die al eerder zijn onderzocht of die zijn gewijzigd ten gevolge van in eerdere adviezen gemaakte opmerkingen. Derhalve zullen enkel de nieuw ontworpen artikelen of de ontworpen artikelen die verder gaan dan het rekening houden met de opmerkingen uit de eerdere adviezen, en die bijgevolg als nieuw kunnen worden beschouwd, worden onderzocht. Wat de andere bepalingen van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de voornoemde adviezen en – uiteraard voor zover ze nog relevant zijn in het licht van de gewijzigde juridische context – de opmerkingen die daarin zijn gemaakt bij de in het voorliggende ontwerp overgenomen bepalingen.

Het voorgaande houdt in dat het hierna volgende onderzoek beperkt is gebleven tot de artikelen 3, § 2, (machtiging aan ministers tot het opstellen van een rapport), 16 (weglating van een herhaling van een verwijzing naar bijlage 1 van het ontwerp) en 18 (uitvoeringsbepaling) van het ontwerp.

4. Zoals blijkt uit de aanhef wordt voor het voorliggende ontwerp, in tegenstelling met de ontwerpen die eerder voor advies zijn voorgelegd, niet langer louter rechtsgrond gezocht in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht (3), maar ook in de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, bedoeld in artikel 108 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de voormelde wettelijke bepaling.

In het rechtsgrondonderzoek in de voormelde adviezen 71.451/1 en 73.193/1 werd evenwel geen melding gemaakt van een noodzaak of een mogelijkheid om te steunen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning. Aangezien ook de *sub 3* vermelde bepalingen van het ontwerp voldoende rechtsgrond vinden in artikel VIII.57 van het Wetboek van economisch recht, is het bijgevolg niet nodig een beroep te doen op artikel 108 van de Grondwet.

FORMALITÉS

5. Dans ses avis 71.451/1 et 73.193/1 précités, la section de législation a souligné que le projet d'arrêté royal soumis une nouvelle fois pour avis aujourd'hui devait faire l'objet d'une concertation en application de l'article 6, § 4, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' (ci-après : LSRI).

Pour l'heure, il ne ressort pas des pièces produites ni du rapport au Roi qu'une concertation a eu lieu au sujet du projet d'arrêté royal actuellement soumis pour avis en application de l'article 6, § 4, 1^o, LSRI.

La formalité précitée doit encore être respectée.

6. Si l'accomplissement de la formalité susmentionnée devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État (4), les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

EXAMEN DU TEXTEPréambule

7. Afin de se conformer à l'observation qui a été formulée au point 4 concernant le fondement juridique, la référence à l'article 108 de la Constitution sera supprimée.

Le greffier,
Y. DEPOORTER

Le président,
M. VAN DAMME

Notes

** Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

1 Conformément à l'article 31, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/882, les États membres devaient adopter et publier, au plus tard le 28 juin 2022, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive.

2 La directive (UE) 2019/882 est en outre applicable aux services visés à l'article 2, paragraphe 2, de cette directive et à la réception des communications d'urgence dirigées vers le numéro d'urgence unique européen « 112 » (article 2, paragraphe 3, de la directive). Le projet ne vise pas la transposition de règles applicables à ces services et à ces communications d'urgence.

3 Cet article s'énonce comme suit : « En vue de la transposition ou l'implémentation de législations communautaires d'harmonisation technique visée au Règlement (CE) 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008, le Roi peut :

1^o déterminer les conditions auxquelles des produits doivent satisfaire pour être mis à disposition sur le marché ;

2^o déterminer les obligations des opérateurs économiques ;

3^o déterminer les conditions auxquelles des organismes notifiés doivent satisfaire ».

4 À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

1^{er} OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu le Code de droit économique, l'article VIII.57, inséré par la loi du 29 juin 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 12 septembre 2022 ;

Vu l'avis 71.451 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis 73.193/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis 73.968/1/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis d'Agoria, donné le 9 décembre 2021 ;

VORMVEREISTEN

5. In de reeds genoemde adviezen 71.451/1 en 73.193/1 heeft de afdeling Wetgeving erop gewezen dat over het nu opnieuw voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit overleg moet worden gepleegd met toepassing van artikel 6, § 4, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' (hierna: BWHI).

Uit de voorgelegde stukken en het verslag aan de Koning blijkt vooralsnog niet dat over het thans om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit overleg is gepleegd met toepassing van artikel 6, § 4, 1^o, BWHI.

Het voormelde vormvereiste dient alsnog te worden nageleefd.

6. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van het voornoemde vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan (4), moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN DE TEKSTAanhef

7. Om in overeenstemming te zijn met hetgeen sub 4 in verband met de rechtsgrond is opgemerkt dient de verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet te worden geschrapt.

De griffier,
Y. DEPOORTER

De voorzitter,
M. VAN DAMME

Nota's

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

1 Overeenkomstig artikel 31, lid 1, van richtlijn (EU) 2019/882, dienden de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen om aan de richtlijn te voldoen en dienden zij deze uiterlijk op 28 juni 2022 bekend te maken.

2 Richtlijn (EU) 2019/882 is voorts van toepassing op diensten bedoeld in artikel 2, lid 2, van deze richtlijn, en op het beantwoorden van noodcommunicatie via het gemeenschappelijk Europees noodnummer 112 (artikel 2, lid 3, van de richtlijn). Het ontwerp strekt niet tot omzetting van regels die gelden voor die diensten en noodcommunicatie.

3 Dat artikel luidt: "Met het oog op de omzetting of toepassing van technische communautaire harmonisatiewetgeving zoals bedoeld in Verordening (EG) 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008, kan de Koning:

1^o de voorwaarden bepalen waaraan producten moeten voldoen om op de markt te worden aangeboden;

2^o de verplichtingen van marktdeelnemers bepalen;

3^o de voorwaarden bepalen waaraan aangemelde instanties moeten voldoen."

4 Namelijk andere wijzigingen dan diegene waarvan in het advies melding zal worden gemaakt of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in het advies zal worden opgemerkt.

1 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel VIII.57, ingevoegd bij de wet van 29 juni 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 2022;

Gelet op advies 71.451 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 73.193/1 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 73.968/1/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van Agoria, gegeven op 9 december 2021;

Considérant l'avis de Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées, donné le 17 janvier 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2019/882/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

CHAPITRE 2. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° personnes handicapées : les personnes qui présentent une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres ;

2° produit : une substance, une préparation ou une marchandise produite par un procédé de fabrication, à l'exclusion des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des plantes et animaux vivants, des produits d'origine humaine et des produits de plantes et d'animaux se rapportant directement à leur reproduction future ;

3° équipement terminal grand public avec des capacités informatiques interactives utilisé pour accéder à des services de médias audiovisuels : tout équipement dont la finalité principale est de fournir un accès à des services de médias audiovisuels ;

4° service de communications électroniques : un service de communications électroniques tel que défini à l'article 2, 5°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

5° mise à disposition sur le marché : toute fourniture d'un produit destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché de l'Union européenne dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit ;

6° mise sur le marché : la première mise à disposition d'un produit sur le marché de l'Union européenne ;

7° fabricant : toute personne physique ou morale qui fabrique, ou fait concevoir ou fabriquer un produit, et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque ;

8° mandataire : toute personne physique ou morale établie dans l'Union européenne ayant reçu un mandat écrit du fabricant pour agir en son nom aux fins de l'accomplissement de tâches déterminées ;

9° importateur : toute personne physique ou morale établie dans l'Union européenne qui met un produit provenant d'un pays tiers sur le marché de l'Union européenne ;

10° distributeur : toute personne physique ou morale faisant partie de la chaîne d'approvisionnement, autre que le fabricant ou l'importateur, qui met un produit à disposition sur le marché ;

11° opérateur économique : le fabricant, le mandataire, l'importateur, le distributeur ou le prestataire de services ;

12° consommateur : toute personne physique qui achète un produit concerné ou bénéficie d'un service concerné à des fins étrangères à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;

13° microentreprise : une entreprise qui emploie moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2.000.000 euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 2.000.000 euros ;

14° Règlement (UE) n° 1025/2012 : Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil ;

15° norme harmonisée : une norme harmonisée telle que définie à l'article 2, point 1) c), du règlement (UE) n° 1025/2012 ;

16° spécification technique : une spécification technique telle que définie à l'article 2, point 4), du règlement (UE) n° 1025/2012 qui précise les exigences à respecter en matière d'accessibilité applicables à un produit ou un service ;

17° retrait : toute mesure visant à empêcher la mise à disposition sur le marché d'un produit présent dans la chaîne d'approvisionnement ;

Overwegende het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap, gegeven op 17 januari 2022;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2019/882/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten.

HOOFDSTUK 2. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° personen met een handicap: personen met langdurige fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke beperkingen die in hun interactie te kampen hebben met diverse drempels die hen kunnen beletten volledig, effectief en op voet van gelijkheid met anderen in de samenleving te participeren;

2° product: door middel van een productieproces vervaardigde stof, preparaat of goed, uitgezonderd levensmiddelen, diervoeder, levende planten en dieren, producten van menselijke oorsprong en rechtstreeks met hun toekomstige reproductie verband houdende producten van planten en dieren;

3° eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, voor toegang tot audiovisuele mediadiensten: elke soort apparatuur met als voornaamste functie het verlenen van toegang tot audiovisuele mediadiensten;

4° elektronische communicatiedienst: dienst voor elektronische communicatie in de zin van artikel 2, 5°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

5° op de markt aanbieden: het in het kader van een handelsactiviteit, al dan niet tegen betaling, verstrekken van een product met het oog op distributie, consumptie of gebruik op de markt van de Europese Unie;

6° in de handel brengen: het voor het eerst in de Europese Unie op de markt aanbieden van een product;

7° fabrikant: natuurlijke of rechtspersoon die een product fabriceert of laat ontwerpen of fabriceren en dat product onder zijn benaming of merk in de handel brengt;

8° gemachtigde: in de Europese Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die schriftelijk door een fabrikant is gemachtigd om namens hem specifieke taken te verrichten;

9° importeur: in de Europese Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die een product uit een derde land in de Europese Unie in de handel brengt;

10° distributeur: natuurlijke of rechtspersoon in de toeleveringsketen, uitgezonderd de fabrikant of de importeur, die een product op de markt aanbiedt;

11° marktdeelnemer: fabrikant, gemachtigde, importeur, distributeur of dienstverlener;

12° consument: natuurlijke persoon die het desbetreffende product koopt of de desbetreffende dienst afneemt voor andere doeleinden dan zijn handels-, bedrijfs-, ambachts- of beroepsactiviteit;

13° micro-onderneming: onderneming met minder dan tien werknemers en een jaaromzet of een jaarlijks balanstotaal van ten hoogste 2.000.000 euro;

14° Verordening (EU) nr. 1025/2012: Verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie, tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad alsmede de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG en 2009/105/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad;

15° geharmoniseerde norm: geharmoniseerde norm als omschreven in artikel 2, punt 1), onder c), van Verordening (EU) nr. 1025/2012;

16° technische specificatie: een technische specificatie als omschreven in artikel 2, punt 4), van Verordening (EU) nr. 1025/2012, ter nakoming van de op een product of dienst van toepassing zijnde toegankelijkheidsvoorschriften;

17° uit de handel nemen: maatregel om te voorkomen dat een product in de toeleveringsketen op de markt wordt aangeboden;

18° terminal de paiement : un appareil dont la finalité principale est de permettre de faire des paiements au moyen d'instruments de paiement tels que définis à l'article I.9, 10°, du Code de droit économique, dans un point de vente physique et non dans un environnement virtuel ;

19° système informatique matériel à usage général du grand public : la combinaison de matériels formant un ordinateur complet, qui se caractérise par sa nature polyvalente et sa capacité à réaliser, avec les logiciels appropriés, la plupart des opérations informatiques courantes demandées par les consommateurs et qui est destinée à être utilisée par les consommateurs, y compris les ordinateurs individuels, en particulier les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables, les smartphones et les tablettes ;

20° capacité informatique interactive : une fonctionnalité facilitant l'interaction entre l'utilisateur et l'appareil qui permet le traitement et la transmission de données, de la voix ou de la vidéo ou toute combinaison de celles-ci ;

21° liseuse numérique : un équipement spécialisé, comprenant tant le matériel que le logiciel, utilisé pour accéder à des fichiers de livres numériques, naviguer à l'intérieur de ceux-ci, les lire et les utiliser ;

22° Directive 2010/13/UE : Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels ;

23° services de médias audiovisuels : les services tels que définis à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, point a), de la directive 2010/13/UE ;

24° Règlement (CE) n° 765/2008 : Règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil ;

25° Décision n° 768/2008/CE : Décision n° 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil ;

26° Directive 2019/882/UE : Directive 2019/882/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services ;

27° les autorités belges de surveillance du marché : la Direction générale de l'Énergie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

CHAPITRE 3. — *Champ d'application*

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux produits ci-après qui ne constituent pas un équipement hertzien tel que défini à l'article 2, 42°, de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui sont mis sur le marché après le 28 juin 2025 :

1° systèmes informatiques matériels à usage général du grand public ;

2° terminaux en libre-service ci-après :

a) terminaux de paiement ;

b) terminaux en libre-service ci-après, destinés à la fourniture de services relevant de l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2019/882/UE :

i. guichets de banque automatiques ;

ii. distributeurs automatiques de titres de transport ;

iii. bornes d'enregistrement automatiques ;

iv. terminaux en libre-service interactifs fournissant des informations, à l'exclusion des terminaux installés en tant que parties intégrantes de véhicules, d'aéronefs, de navires ou de matériel roulant ;

3° équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives, utilisés pour les services de communications électroniques ;

4° équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives, utilisés pour accéder à des services de médias audiovisuels ;

5° liseuses numériques.

18° betaalterminal: apparaat met als voornaamste functie het verrichten van betalingen met gebruik van betaalinstrumenten als omschreven in artikel I.9, 10°, van het Wetboek van economisch recht, op een fysiek verkooppunt, doch niet in een virtuele omgeving;

19° gewone computerapparatuur voor consumenten: de combinatie van apparatuur waaruit een volledige computer bestaat, gekenmerkt door multifunctionaliteit en het vermogen om met de juiste software de meest voorkomende, door consumenten gevraagde computertaken uit te voeren, en bedoeld voor gebruik door consumenten, met inbegrip van personal computers, in het bijzonder desktops, notebooks, smartphones en tablets;

20° interactieve computerfuncties: functionaliteiten ter ondersteuning van de interactie tussen mens en apparaat, die de verwerking en transmissie van gegevens, stem of video of iedere combinatie daarvan mogelijk maken;

21° e-lezer: speciaal toestel, met apparatuur en software, om e-boekbestanden te openen, te doorbladeren, te lezen en te gebruiken;

22° Richtlijn 2010/13/EU: Richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten;

23° audiovisuele mediadiensten: in artikel 1, lid 1, punt a), van Richtlijn 2010/13/EU omschreven diensten;

24° Verordening (EG) nr. 765/2008: Verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht betreffende het verhandelen van producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 339/93;

25° Besluit nr. 768/2008/EG: Besluit nr. 768/2008/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 betreffende een gemeenschappelijk kader voor het verhandelen van producten en tot intrekking van Besluit 93/465/EEG van de Raad;

26° Richtlijn 2019/882/EU: Richtlijn 2019/882/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten;

27° de Belgische markttoezichtautoriteiten: de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Économie, K.M.O., Middenstand en Énergie.

HOOFDSTUK 3. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing op de volgende producten, die geen radioapparatuur vormen zoals gedefinieerd in artikel 2, 42°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die na 28 juni 2025 in de handel worden gebracht:

1° gewone computerapparatuur voor consumenten;

2° de volgende zelfbedieningsterminals:

a) betaalterminals;

b) de volgende zelfbedieningsterminals die worden gebruikt voor het verlenen van onder artikel 2, lid 2, van richtlijn 2019/882/EU vallende diensten:

i. geldautomaten;

ii. ticketautomaten;

iii. incheckautomaten;

iv. interactieve informatieverstrekken zelfbedieningsterminals, met uitzondering van terminals die als geïntegreerde delen van voertuigen, luchtvaartuigen, schepen, of rollend materieel zijn geïnstalleerd;

3° eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, die gebruikt wordt voor elektronische communicatiediensten;

4° eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties voor toegang tot audiovisuele mediadiensten;

5° e-lezers.

§ 2. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, prépare, après consultation préalable du Conseil Supérieur des Indépendants et des P.M.E., du Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées et de la Commission consultative Spéciale Consommation, un rapport examinant une éventuelle extension du champ d'application du paragraphe 1^{er} en vue d'améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées.

CHAPITRE 4. — Exigences en matière d'accessibilité

Art. 4. Les opérateurs économiques ne mettent sur le marché que les produits qui sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe 1.

Tous les produits sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe 1, section I.

Tous les produits, à l'exception des terminaux en libre-service, sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe 1, section II.

CHAPITRE 5. — Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits

Art. 5. § 1^{er}. Les fabricants s'assurent, lorsqu'ils mettent leurs produits sur le marché, que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément à toutes les exigences applicables en matière d'accessibilité prévues par le présent arrêté.

§ 2. Les fabricants établissent la documentation technique conformément à l'annexe 2 et mettent ou font mettre en œuvre la procédure d'évaluation de la conformité prévue à ladite annexe.

Lorsqu'il a été démontré par cette procédure qu'un produit respecte les exigences applicables en matière d'accessibilité, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et apposent le marquage CE.

§ 3. Les fabricants conservent la documentation technique et la déclaration UE de conformité pendant cinq ans après que le produit a été mis sur le marché.

§ 4. Les fabricants veillent à ce que des procédures soient en place pour garantir le maintien de la conformité de la production en série du présent arrêté. Il est dûment tenu compte de toute modification dans la conception ou les caractéristiques du produit ainsi que de toute modification des normes harmonisées, ou des spécifications techniques, par rapport auxquelles la conformité d'un produit est déclarée.

§ 5. Les fabricants veillent à ce que leurs produits portent un numéro de type, de lot ou de série ou tout autre élément permettant leur identification ou, lorsque la taille ou la nature du produit ne le permet pas, à ce que l'information requise soit fournie sur l'emballage ou dans un document accompagnant le produit.

§ 6. Les fabricants indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés, sur le produit ou, lorsque cela n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit.

L'adresse visée à l'alinéa 1^{er} précise un point unique auquel le fabricant peut être contacté.

Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finaux et les autorités belges de surveillance du marché.

§ 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité, fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finaux vu la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché. Ces instructions et ces informations, ainsi que tout étiquetage, sont clairs, compréhensibles et intelligibles.

§ 8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme au présent arrêté prennent immédiatement les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer du marché. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté, les fabricants en informent immédiatement les autorités belges de surveillance du marché, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise. Dans de tels cas, les fabricants tiennent un registre des produits non conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité et des plaintes y afférentes.

§ 2. De minister bevoegd voor Economie stelt, na voorafgaande raadpleging van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap en de bijzondere raadgevende commissie Verbuik, een rapport op waarin een mogelijke uitbreiding van paragraaf 1 wordt onderzocht, met het oog op een verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een handicap.

HOOFDSTUK 4. — Toegankelijkheidsvoorschriften

Art. 4. De markdeelnemers brengen uitsluitend producten in de handel die voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage 1.

Alle producten voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling I van bijlage 1.

Alle producten, met uitzondering van zelfbedieningsterminals, voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling II van bijlage 1.

HOOFDSTUK 5. — Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden

Art. 5. § 1. Fabrikanten waarborgen bij het in de handel brengen van hun producten dat deze zijn ontworpen en vervaardigd overeenkomstig de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit.

§ 2. Fabrikanten stellen de technische documentatie op overeenkomstig bijlage 2 en voeren de conformiteitsbeoordeling uit of laten deze uitvoeren zoals voorzien in die bijlage.

Indien via die procedure is aangetoond dat het product aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, stellen de fabrikanten een EU-conformiteitsverklaring op en brengen zij de CE-markering aan.

§ 3. Fabrikanten bewaren de technische documentatie en de EU-conformiteitsverklaring gedurende vijf jaar na het in de handel brengen van het product.

§ 4. Fabrikanten zorgen ervoor dat zij over procedures beschikken om een continue conformiteit van hun serieproductie met dit besluit te waarborgen. Er wordt naar behoren rekening gehouden met veranderingen in het ontwerp of de kenmerken van het product en met wijzigingen in de geharmoniseerde normen, of technische specificaties, waarnaar in de conformiteitsverklaring van het product wordt verwezen.

§ 5. Fabrikanten zorgen ervoor dat op hun producten een type-, partij- of serienummer, dan wel een ander identificatiemiddel is aangebracht, of wanneer dit door de omvang of aard van het product niet mogelijk is, dat de vereiste informatie op de verpakking of in een bij het product gevoegd document is vermeld.

§ 6. Fabrikanten vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of hun geregistreerd merk, alsook het contactadres op het product, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij het product gevoegd document.

Het adres bedoeld in het eerste lid geeft één centraal punt aan waar contact kan worden opgenomen met de fabrikant.

De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en Belgische markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal.

§ 7. De fabrikanten zien erop toe dat het product vergezeld gaat van instructies en informatie aangaande de veiligheid, opgesteld in een door de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk te begrijpen taal, gelet op het taalgebied waar het product op de markt aangeboden wordt. Die instructies en informatie, evenals eventuele etikettering, zijn duidelijk en begrijpelijk.

§ 8. Fabrikanten die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen in de handel gebracht product niet aan dit besluit voldoet, treffen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om het product conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen. Voorts brengen fabrikanten, indien het product niet aan de toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit voldoet, de Belgische markttoezichtautoriteiten hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven. In dergelijke gevallen houden fabrikanten een register bij van de producten die niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen en van de desbetreffende klachten.

§ 9. Sur demande motivée des autorités belges de surveillance du marché, les fabricants leur communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par ces autorités. Ils coopèrent avec les autorités en question, à leur demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis sur le marché, notamment en mettant les produits en conformité avec lesdites exigences.

Art. 6. § 1^{er}. Un fabricant peut désigner un mandataire par un mandat écrit.

Les obligations prévues à l'article 5, § 1^{er}, et l'établissement de la documentation technique ne font pas partie de son mandat.

§ 2. Le mandataire exécute les tâches indiquées dans le mandat reçu du fabricant. Le mandat autorise au minimum le mandataire :

1° à tenir la déclaration UE de conformité et la documentation technique à la disposition des autorités belges de surveillance du marché pendant cinq ans ;

2° sur demande motivée des autorités belges de surveillance du marché, à leur communiquer toutes les informations et documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit ;

3° à coopérer, à leur demande, avec les autorités belges de surveillance du marché, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits relevant de leur mandat.

Art. 7. § 1^{er}. Les importateurs ne mettent que des produits conformes sur le marché.

§ 2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s'assurent que la procédure d'évaluation de la conformité prévue à l'annexe 2 a été mise en œuvre par le fabricant. Ils s'assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit porte le marquage CE, qu'il est accompagné des documents requis et que le fabricant s'est conformé aux exigences prévues à l'article 5, §§ 5 et 6.

§ 3. Lorsqu'un importateur considère ou a des raisons de croire qu'un produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté, l'importateur ne met pas le produit à disposition sur le marché tant que ce produit n'a pas été mis en conformité.

Lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, l'importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités belges de surveillance du marché.

§ 4. Les importateurs indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés, sur le produit ou, lorsque cela n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités belges de surveillance du marché.

§ 5. Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finaux vu la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché.

§ 6. Tant qu'un produit est sous leur responsabilité, les importateurs s'assurent que les conditions de stockage ou de transport ne compromettent pas sa conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

§ 7. Pendant une durée de cinq ans, les importateurs tiennent une copie de la déclaration UE de conformité à la disposition des autorités belges de surveillance du marché et s'assurent que la documentation technique peut être fournie à ces autorités sur demande.

§ 8. Les importateurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme au présent arrêté, prennent immédiatement les mesures correctives nécessaires pour mettre le produit en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer du marché. Lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les importateurs en informent immédiatement les autorités belges de surveillance du marché, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise. Dans de tels cas, les importateurs tiennent un registre des produits non conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité et des plaintes y afférentes.

§ 9. Fabrikanten verstrekken de Belgische markttoezichtautoriteiten op hun met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen. Zij verlenen op verzoek van deze autoriteiten medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van door hen in de handel gebrachte producten weg te nemen, met name door de producten in overeenstemming met die voorschriften te brengen.

Art. 6. § 1. Een fabrikant kan via een schriftelijk mandaat een gemachtigde aanstellen.

De verplichtingen uit hoofde van artikel 5, § 1, en de opstelling van technische documentatie vallen niet onder het mandaat van de gemachtigde.

§ 2. Een gemachtigde voert de taken uit die vermeld zijn in het mandaat dat hij van de fabrikant heeft ontvangen. Het mandaat kent de gemachtigde minstens volgende opdrachten toe:

1° gedurende vijf jaar de EU-conformiteitsverklaring en de technische documentatie ter beschikking van de Belgische markttoezichtautoriteiten houden;

2° de Belgische markttoezichtautoriteiten, op hun met redenen omkleed verzoek daartoe, alle benodigde informatie en documentatie verstrekken ter staving van de conformiteit van het product;

3° op verzoek van de Belgische markttoezichtautoriteiten meewerken aan alle maatregelen die getroffen worden om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van onder hun mandaat vallende producten weg te nemen.

Art. 7. § 1. Importeurs brengen alleen conforme producten in de handel.

§ 2. Alvorens een product in de handel te brengen, zien importeurs erop toe dat de fabrikant de in bijlage 2 vermelde procedure voor conformiteitsbeoordeling heeft uitgevoerd. Zij zorgen ervoor dat de fabrikant de in die bijlage vereiste technische documentatie heeft opgesteld, dat het product is voorzien van de CE-markering, dat het vergezeld gaat van de vereiste documenten en dat de fabrikant heeft voldaan aan de voorschriften in artikel 5, §§ 5 en 6.

§ 3. Indien een importeur van oordeel is, of redenen heeft om aan te nemen, dat een product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit voldoet, brengt de importeur het product pas in de handel nadat het conform is gemaakt.

De importeur brengt, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de fabrikant en de Belgische markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.

§ 4. Importeurs vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerd merk, alsmede hun contactadres op het product, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij het product gevoegd document. De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en Belgische markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal.

§ 5. Importeurs zien erop toe dat het product vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie in een door de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk te begrijpen taal, gelet op het taalgebied waar het product op de markt aangeboden wordt.

§ 6. Importeurs zorgen gedurende de periode dat zij voor het product verantwoordelijk zijn voor zodanige opslag- en vervoersomstandigheden dat de conformiteit van het product met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften, niet in gevaar komt.

§ 7. Importeurs houden gedurende vijf jaar een kopie van de EU-conformiteitsverklaring ter beschikking van de Belgische markttoezichtautoriteiten en zorgen ervoor dat de technische documentatie op verzoek aan die autoriteiten verstrekt kan worden.

§ 8. Importeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen in de handel gebracht product niet aan dit besluit voldoet, treffen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om het product conform te maken of, zo nodig, uit de handel te nemen. Importeurs brengen, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de Belgische markttoezichtautoriteiten hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven. In dergelijke gevallen houden importeurs een register bij van de producten die niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen en van de desbetreffende klachten.

§ 9. Sur demande motivée des autorités belges de surveillance du marché, les importateurs leur communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec les autorités en question, à leur demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis sur le marché.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsqu'ils mettent un produit à disposition sur le marché, les distributeurs agissent avec la diligence requise en ce qui concerne les exigences du présent arrêté.

§ 2. Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient qu'il porte le marquage CE, qu'il est accompagné des documents requis ainsi que d'instructions et d'informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finaux, vu la région linguistique où le produit est mis à disposition sur le marché et que le fabricant et l'importateur se sont conformés aux exigences prévues respectivement à l'article 5, §§ 5 et 6, et à l'article 7, § 4.

§ 3. Lorsqu'un distributeur considère ou a des raisons de croire qu'un produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté, le distributeur ne met pas le produit à disposition sur le marché tant que ce produit n'a pas été mis en conformité.

Lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, le distributeur en informe le fabricant ou l'importateur ainsi que les autorités belges de surveillance du marché.

§ 4. Tant qu'un produit est sous leur responsabilité, les distributeurs s'assurent que les conditions de stockage ou de transport ne compromettent pas sa conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

§ 5. Les distributeurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis à disposition sur le marché n'est pas conforme au présent arrêté, veillent à ce que soient prises les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer du marché. Lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les distributeurs en informent immédiatement les autorités belges de surveillance du marché, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise.

§ 6. Sur demande motivée des autorités belges de surveillance du marché, les distributeurs leur communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un produit. Ils coopèrent avec les autorités en question, à leur demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis à disposition sur le marché.

Art. 9. Un importateur ou un distributeur est considéré comme un fabricant aux fins du présent arrêté et est soumis aux obligations incombant au fabricant en vertu de l'article 5 lorsqu'il met un produit sur le marché sous son propre nom ou sa propre marque ou modifie un produit déjà mis sur le marché de telle sorte que la conformité avec les exigences du présent arrêté peut être compromise.

Art. 10. § 1^{er}. Sur demande des autorités belges de surveillance du marché, les opérateurs économiques visés aux articles 5 à 8, identifient :

- 1° tout autre opérateur économique qui leur a fourni un produit ;
- 2° tout autre opérateur économique auquel ils ont fourni un produit.

§ 2. Les opérateurs économiques visés aux articles 5 à 8 sont en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe 1^{er} pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni et pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit.

CHAPITRE 6. — *Modification fondamentale des produits et charge disproportionnée pour les opérateurs économiques*

Art. 11. § 1^{er}. Les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 s'appliquent uniquement dans la mesure où la conformité :

- 1° n'exige pas de modification significative d'un produit qui entraîne une modification fondamentale de la nature de celui-ci ; et
- 2° n'entraîne pas l'imposition d'une charge disproportionnée aux opérateurs économiques concernés.

§ 2. Les opérateurs économiques effectuent une évaluation afin de déterminer si la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 introduirait une modification fondamentale ou, sur la base des critères pertinents énoncés à l'annexe 3, imposerait une charge disproportionnée, conformément au paragraphe 1^{er}.

§ 9. Importeurs verstrekken de Belgische markttoezichtautoriteiten op hun met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen. Zij verlenen op verzoek van deze autoriteiten medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van door hen in de handel gebrachte producten weg te nemen.

Art. 8. § 1. Distributeurs die een product op de markt aanbieden, betrachten de nodige zorgvuldigheid in verband met de voorschriften van dit besluit.

§ 2. Voordat zij een product op de markt aanbieden, vergewissen distributeurs zich ervan dat de vereiste CE-markering op het product is aangebracht, dat het product vergezeld gaat van de vereiste documenten en van instructies en veiligheidsinformatie, in een taal die gemakkelijk te begrijpen is voor consumenten en andere eindgebruikers gelet op het taalgebied waar het product op de markt wordt aangeboden, en dat de fabrikant en de importeur aan de voorschriften van artikel 5, §§ 5 en 6, respectievelijk artikel 7, § 4, hebben voldaan.

§ 3. Indien een distributeur van oordeel is of redenen heeft om aan te nemen dat een product niet conform is met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit, biedt de distributeur het product pas in de handel nadat het conform is gemaakt is.

De distributeur brengt, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de fabrikant of de importeur en de Belgische markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.

§ 4. Distributeurs zorgen gedurende de periode dat zij voor het product verantwoordelijk zijn, voor zodanige opslag- en vervoersomstandigheden dat de conformiteit van het product met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften niet in gevaar komt.

§ 5. Distributeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen op de markt aangeboden product niet aan dit besluit voldoet, zien erop toe dat de nodige corrigerende maatregelen worden getroffen om het product conform te maken of, zo nodig, uit de handel te nemen. De distributeurs brengen, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de Belgische markttoezichtautoriteiten hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.

§ 6. Distributeurs verstrekken de Belgische markttoezichtautoriteiten op hun met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product. Op verzoek van deze autoriteiten verlenen zij medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van de door hen op de markt aangeboden producten weg te nemen.

Art. 9. Een importeur of distributeur wordt voor de toepassing van dit besluit als fabrikant beschouwd en voldoet aan de in artikel 5 vermelde verplichtingen van de fabrikant, wanneer hij een product onder zijn eigen naam of merk in de handel brengt of een reeds in de handel gebracht product zodanig wijzigt dat de conformiteit met de voorschriften van dit besluit in het gedrang kan komen.

Art. 10. § 1. In de artikelen 5 tot en met 8 bedoelde marktdeelnemers delen, op verzoek, de Belgische markttoezichtautoriteiten het volgende mee:

- 1° elke marktdeelnemer die hun een product heeft geleverd;
- 2° elke marktdeelnemer aan wie zij een product hebben geleverd.

§ 2. In de artikelen 5 tot en met 8 bedoelde marktdeelnemers moeten tot vijf jaar nadat het product aan hen is geleverd en tot vijf jaar nadat zij het product hebben geleverd, de in paragraaf 1 bedoelde informatie kunnen verstrekken.

HOOFDSTUK 6. — *Fundamentele wijziging van producten en onevenredige last voor marktdeelnemers*

Art. 11. § 1. De in artikel 4 genoemde toegankelijkheidsvoorschriften zijn uitsluitend van toepassing voor zover de naleving ervan:

- 1° geen ingrijpende wijziging van een product vereist, resulterend in een fundamentele wijziging van de wezenlijke aard ervan; en
- 2° geen onevenredige last voor de betrokken marktdeelnemers oplevert.

§ 2. Marktdeelnemers voeren een beoordeling uit om te kunnen bepalen of het naleven van de in artikel 4 bedoelde toegankelijkheidsvoorschriften tot een fundamentele wijziging leidt of, overeenkomstig de desbetreffende criteria in bijlage 3, een onevenredige last als bedoeld in paragraaf 1 oplevert.

§ 3. Les opérateurs économiques apportent des preuves à l'appui de l'évaluation visée au paragraphe 2.

Les opérateurs économiques conservent tous les résultats pertinents pendant une période de cinq ans à compter de la date de dernière mise à disposition d'un produit sur le marché.

À la demande des autorités belges de surveillance du marché, les opérateurs économiques leur fournissent une copie de l'évaluation visée au paragraphe 2.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, les autorités belges de surveillance du marché peuvent, sur demande motivée, accorder aux micro-entreprises une exemption de l'obligation de documentation.

§ 5. Lorsqu'ils perçoivent, aux fins de l'amélioration de l'accessibilité, un financement provenant d'autres sources que leurs ressources propres, qu'elles soient d'origine publique ou privée, les opérateurs économiques ne peuvent invoquer le paragraphe 1^{er}, 2^o.

§ 6. Lorsque les opérateurs économiques, invoquent le paragraphe 1^{er} pour un produit spécifique mis sur le marché belge, ils fournissent à cet effet des informations aux autorités belges de surveillance du marché qui pourront examiner la pertinence des informations transmises, afin d'évaluer s'il y a lieu pour les opérateurs économiques concernés, d'invoquer le paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE 7. — Normes harmonisées et spécifications techniques pour les produits

Art. 12. Les produits conformes aux normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté dans la mesure où ces normes ou parties de normes couvrent ces exigences.

Les produits conformes aux spécifications techniques ou à des parties de spécifications techniques sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté dans la mesure où ces spécifications techniques ou parties de spécifications techniques couvrent ces exigences.

CHAPITRE 8. — Conformité des produits et marquage CE

Art. 13. § 1^{er}. La déclaration UE de conformité atteste que le respect des exigences en matière d'accessibilité applicables a été démontré. Lorsqu'à titre exceptionnel, l'article 11 a été appliqué, la déclaration UE de conformité précise les exigences en matière d'accessibilité concernées par cette exception.

§ 2. La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l'annexe III de la décision n° 768/2008/CE. Elle contient les éléments précisés à l'annexe 2 du présent arrêté et est mise à jour de façon continue.

La déclaration UE de conformité est traduite dans une langue aisément compréhensible pour les autorités belges de surveillance du marché.

§ 3. Lorsqu'un produit relève de plusieurs actes de l'Union européenne imposant une déclaration UE de conformité, une seule déclaration UE de conformité est établie pour l'ensemble de ces actes. La déclaration mentionne les titres des actes concernés, ainsi que les références de publication.

§ 4. En établissant la déclaration UE de conformité, le fabricant assume la responsabilité de la conformité du produit avec les exigences du présent arrêté.

Art. 14. Le marquage CE est soumis aux principes généraux énoncés à l'article 30 du règlement (CE) n° 765/2008.

Art. 15. § 1^{er}. Le marquage CE est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le produit ou sur sa plaque signalétique. Lorsque la nature du produit ne le permet pas ou ne le justifie pas, il est apposé sur son emballage et sur les documents d'accompagnement.

§ 2. Le marquage CE est apposé avant que le produit ne soit mis sur le marché.

§ 3. Lorsqu'elles effectuent la surveillance d'un produit sur le marché et lorsque l'opérateur économique a invoqué l'article 11, les autorités belges de surveillance du marché compétentes :

1° vérifient si l'évaluation visée à l'article 11 a été effectuée par l'opérateur économique ;

2° examinent cette évaluation et ses résultats, y compris l'utilisation correcte des critères énoncés à l'annexe 3 ; et

3° contrôlent la conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

§ 3. Marktdeelnemers documenteren de in paragraaf 2 genoemde beoordeling.

Marktdeelnemers bewaren alle relevante resultaten gedurende een periode van vijf jaar nadat een product voor het laatst op de markt is aangeboden.

De marktdeelnemers verstrekken aan de Belgische markttoezichtautoriteiten op hun verzoek, een exemplaar van de in paragraaf 2 genoemde beoordeling.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 kunnen de Belgische markttoezichtautoriteiten, op gemotiveerd verzoek, een vrijstelling toekennen aan micro-ondernemingen van de documentatieplicht.

§ 5. Indien een marktdeelnemer uit andere bronnen dan zijn eigen middelen financiering ontvangt ter verbetering van de toegankelijkheid, ongeacht of het om publieke of particuliere financiering gaat, kan hij geen beroep doen op paragraaf 1, 2^o.

§ 6. Marktdeelnemers, die voor een specifiek product, dat op de Belgische markt in de handel gebracht wordt, een beroep doen op paragraaf 1, verstrekken daartoe informatie aan de Belgische markttoezichtautoriteiten die de relevantie van de verstrekte informatie kunnen onderzoeken om te beoordelen of de betrokken marktdeelnemers zich al dan niet kunnen beroepen op paragraaf 1.

HOOFDSTUK 7. — Geharmoniseerde normen en technische specificaties van producten

Art. 12. Producten die voldoen aan geharmoniseerde normen of delen daarvan waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit voor zover deze normen of delen daarvan die voorschriften bestrijken.

Producten die in overeenstemming zijn met de technische specificaties of delen daarvan, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit, voor zover deze technische specificaties of delen daarvan die voorschriften bestrijken.

HOOFDSTUK 8. — Conformiteit van producten en CE-markering

Art. 13. § 1. De EU-conformiteitsverklaring bevat een vermelding dat is aangetoond dat wordt voldaan aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften. Wanneer bij wijze van uitzondering gebruik is gemaakt van artikel 11, wordt in de EU-conformiteitsverklaring vermeld op welke toegankelijkheidsvoorschriften die uitzondering betrekking heeft.

§ 2. De structuur van de EU-conformiteitsverklaring komt overeen met het model in bijlage III bij Besluit nr. 768/2008/EG. De verklaring bevat de elementen die zijn vastgelegd in bijlage 2 bij dit besluit en wordt voortdurend actueel gehouden.

De EU-conformiteitsverklaring wordt vertaald in een voor de Belgische markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal.

§ 3. Indien voor een product uit hoofde van meer dan één handeling van de Europese Unie een EU-conformiteitsverklaring vereist is, wordt er één EU-conformiteitsverklaring met betrekking tot al die handelingen van de Unie opgesteld. In die verklaring wordt aangegeven om welke handelingen het gaat, en staan de publicatiegegevens vermeld.

§ 4. Met het opstellen van de EU-conformiteitsverklaring neemt de fabrikant de verantwoordelijkheid op zich voor de conformiteit van het product met de voorschriften van dit besluit.

Art. 14. De CE-markering is onderworpen aan de algemene beginselen krachtens artikel 30 van verordening (EG) nr. 765/2008.

Art. 15. § 1. De CE-markering wordt zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar op het product of op het gegevensplaatje aangebracht. Wanneer dit gezien de aard van het product niet mogelijk of niet gerechtvaardigd is, wordt de markering aangebracht op de verpakking en de begeleidende documenten.

§ 2. De CE-markering wordt aangebracht voordat het product in de handel wordt gebracht.

§ 3. Wanneer de marktdeelnemer zich heeft gebaseerd op artikel 11, doen de betrokken Belgische markttoezichtautoriteiten bij het uitvoeren van markttoezicht op producten het volgende:

1° zij gaan na of de marktdeelnemer de in artikel 11 bedoelde beoordeling heeft uitgevoerd;

2° zij analyseren deze beoordeling en de resultaten ervan, en gaan onder meer na of de criteria van bijlage 3 juist zijn toegepast; en

3° zij controleren of aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften wordt voldaan.

Art. 16. Tout produit dont les caractéristiques, éléments ou fonctions sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe 1, section III, est présumé satisfaire aux obligations pertinentes en matière d'accessibilité figurant dans des autres actes de l'Union ou actes visant à leur mise en œuvre ou transposition, pour ce qui est de ces caractéristiques, éléments ou fonctions, sauf mention contraire dans ces autres actes.

Art. 17. La conformité avec des normes harmonisées et des spécifications techniques ou avec des parties de normes harmonisées et de spécifications techniques adoptées conformément à l'article 12 établit une présomption de conformité avec l'article 16 dans la mesure où ces normes et spécifications techniques ou ces parties de normes et de spécifications techniques satisfont aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 9. — *Disposition finale*

Art. 18. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 1^{er} octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Art. 16. Producten waarvan de kenmerken, onderdelen en functies aan de overeenkomstig afdeling III van bijlage 1 vastgestelde toegankelijkheidsvoorschriften voldoen, worden voor wat deze kenmerken, onderdelen en functies betreft geacht te voldoen aan de desbetreffende verplichtingen inzake toegankelijkheid krachtens andere Uniehandelingen of handelingen die strekken tot de uitvoering of omzetting daarvan, tenzij in die andere handelingen anders wordt bepaald.

Art. 17. Conformiteit met geharmoniseerde normen en technische specificaties, of delen daarvan, die zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 12, leiden tot een vermoeden van overeenstemming met artikel 16 voor zover deze normen en technische specificaties of delen daarvan aan de toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit voldoen.

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepaling*

Art. 18. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

ANNEXE 1

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ACCESSIBILITÉ POUR LES PRODUITS ET SERVICES

Section I

Exigences générales en matière d'accessibilité liées à tous les produits relevant du présent arrêté conformément à l'article 3

Les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et sont accompagnés d'informations accessibles sur leur fonctionnement et leurs caractéristiques d'accessibilité, figurant dans la mesure du possible dans ou sur le produit.

1. Exigences relatives à la fourniture d'informations

- a) Informations sur l'utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions et avertissement). Ces informations sont:
 - i) disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;
 - ii) présentées de façon compréhensible;
 - iii) présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;
 - iv) présentées en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes;
- b) Instructions concernant l'utilisation d'un produit lorsqu'elles ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles lors de l'utilisation du produit ou par d'autres moyens comme un site internet, notamment les fonctions d'accessibilité du produit, leur activation et leur interopérabilité avec des solutions d'assistance. Ces instructions sont mises à la disposition du public lorsque le produit est mis sur le marché et:
 - i) sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;
 - ii) sont présentées de façon compréhensible;
 - iii) sont présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;
 - iv) sont présentées en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes;
 - v) sont disponibles, en ce qui concerne leur contenu, dans des formats texte permettant de générer d'autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;
 - vi) sont accompagnées d'une présentation de substitution de tout contenu non textuel;
 - vii) comprennent une description de l'interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d'informations, entrée-sortie) conformément au point 2; la

description indique, pour chacun des éléments énumérés au point 2, si le produit présente ces caractéristiques;

viii) comprennent une description des fonctionnalités du produit. Des fonctions adaptées aux besoins des personnes handicapées sont proposées conformément au point 2; la description indique, pour chacun des éléments énumérés au point 2, si le produit présente ces caractéristiques;

ix) comprennent une description de l'interfaçage logiciel et matériel du produit avec des dispositifs d'assistance; la description inclut une liste des dispositifs d'assistance qui ont été testés avec le produit.

2. Conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités

Le produit, y compris son interface utilisateur, comporte des caractéristiques, des éléments et des fonctions permettant aux personnes handicapées d'accéder au produit, de le percevoir, de l'utiliser, de le comprendre et de le commander, en veillant aux aspects suivants:

a) lorsque le produit permet la communication, y compris la communication interpersonnelle, l'utilisation, la fourniture d'informations, la commande et l'orientation, ces fonctions sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels, notamment en proposant des solutions de substitution à la vision, à l'audition, à la parole et au toucher;

b) lorsque le produit utilise la parole, des solutions de substitution à la parole et à l'intervention vocale sont proposées pour la communication, l'utilisation, la commande et l'orientation;

c) lorsque le produit utilise des éléments visuels, des fonctions flexibles d'agrandissement, de réglage de la luminosité et de contraste sont proposées pour la communication, la fourniture d'informations et l'utilisation et il est veillé à l'interopérabilité avec des programmes et des dispositifs d'assistance pour explorer l'interface;

d) lorsque le produit utilise des couleurs pour transmettre des informations, indiquer une action, demander une réponse ou signaler des éléments, une solution de substitution à la couleur est proposée;

e) lorsque le produit utilise des signaux auditifs pour transmettre des informations, indiquer une action, demander une réponse ou signaler des éléments, une solution de substitution aux signaux auditifs est proposée;

f) lorsque le produit utilise des éléments visuels, des fonctions flexibles sont proposées pour améliorer la clarté visuelle;

g) lorsque le produit utilise des sons, une fonction de réglage du volume et de la vitesse est proposée, ainsi que des caractéristiques audio avancées, notamment de réduction des interférences provenant de produits proches et de clarté auditive;

h) lorsque le produit nécessite une utilisation et une commande manuelles, une commande séquentielle et des possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine sont proposées, en évitant que des commandes simultanées soient nécessaires pour la manipulation, et des éléments perceptibles au toucher sont disponibles;

- i) le produit est conçu pour éviter les modes de fonctionnement exigeant une forte amplitude de mouvements et une grande force;
- j) le produit est conçu pour éviter le déclenchement de réactions photosensibles;
- k) le produit préserve la vie privée de l'utilisateur lors de son utilisation des caractéristiques d'accessibilité;
- l) le produit offre une solution de substitution à l'identification et à la commande biométriques;
- m) le produit garantit la cohérence des fonctionnalités et prévoit un laps de temps suffisant et flexible pour l'interaction;
- n) le produit prévoit un interfaçage logiciel et matériel avec les technologies d'assistance;
- o) le produit satisfait aux exigences sectorielles suivantes:
 - i) les terminaux en libre-service:
 - intègrent une technologie de synthèse vocale de texte;
 - permettent l'utilisation d'un casque personnel;
 - lorsque le temps de réponse est limité, transmettent à l'utilisateur un signal par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;
 - donnent la possibilité de prolonger le temps de réponse;
 - lorsque des touches et boutons de commande sont disponibles, présentent un contraste suffisant et des touches et boutons de commande perceptibles au toucher;
 - n'exigent pas, pour qu'un utilisateur puisse s'en servir, qu'une caractéristique d'accessibilité soit activée;
 - lorsque le produit utilise des signaux audio ou auditifs, il est compatible avec des dispositifs et technologies d'assistance disponibles au niveau de l'Union, y compris des technologies auditives, telles que des appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d'aide à l'audition;
 - ii) les liseuses numériques intègrent une technologie de synthèse vocale de texte;
 - iii) les équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives utilisés pour la fourniture de services de communications électroniques:
 - permettent, lorsqu'ils ont des capacités textuelles en complément des capacités vocales, le traitement de texte en temps réel, et supportent un son haute fidélité;
 - permettent, lorsqu'ils ont des capacités vidéo en complément du texte et de la voix ou en association avec ces deux canaux, l'utilisation de la conversation totale, y compris la synchronisation vocale, le texte en temps réel et la vidéo avec une résolution permettant une communication en langue des signes;
 - assurent une connexion sans fil efficace aux technologies auditives;
 - évitent les interférences avec les dispositifs d'assistance;

iv) les équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives utilisés pour accéder à des services de médias audiovisuels mettent à disposition des personnes handicapées les éléments en matière d'accessibilité fournis par le prestataire de services de médias audiovisuels en ce qui concerne l'accès, la sélection, la commande et la personnalisation par l'utilisateur ainsi que la transmission aux dispositifs d'assistance.

3. Services d'assistance:

Le cas échéant, les services d'assistance (services d'aide, centres d'appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l'accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d'assistance, via des modes de communication accessibles.

Section II

Exigences en matière d'accessibilité liées aux produits visés à l'article 3 à l'exception des terminaux en libre-service visés à l'article 3, § 1^{er}, 2^o

Outre les exigences de la section I, afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées, les emballages des produits relevant de la présente section et les instructions doivent être rendus accessibles. Cela signifie que:

- a) l'emballage du produit, y compris les informations contenues dans celui-ci (par exemple concernant l'ouverture, la fermeture, l'utilisation, l'élimination), notamment, le cas échéant, les informations sur les caractéristiques du produit en matière d'accessibilité, est rendu accessible; et, dans la mesure du possible, ces informations accessibles sont mentionnées sur l'emballage;
- b) les instructions concernant l'installation, l'entretien, le stockage et l'élimination du produit qui ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles par d'autres moyens comme un site internet, sont mises à la disposition du public lorsque le produit est mis sur le marché et sont conformes aux exigences suivantes:
 - i) elles sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;
 - ii) elles sont présentées de façon compréhensible;
 - iii) elles sont présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;
 - iv) elles sont présentées en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et ménagent un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes;
 - v) leur contenu est disponible dans des formats texte permettant de générer d'autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels; et
 - vi) elles sont accompagnées d'une présentation de substitution du contenu lorsqu'elles contiennent du contenu non textuel.

Section III

Exigences en matière d'accessibilité applicables aux caractéristiques, éléments ou fonctions des produits et services conformément à l'article 16

Pour qu'il soit présumé que les obligations pertinentes énoncées dans d'autres arrêtés en ce qui concerne les caractéristiques, éléments ou fonctions des produits et services sont satisfaites, les conditions ci-après doivent être remplies:

1. Produits:

- a) l'accessibilité des informations relatives au fonctionnement et aux caractéristiques d'accessibilité liées aux produits est conforme aux éléments correspondants figurant à la section I, point 1, de la présente annexe, à savoir les informations sur l'utilisation du produit figurant sur le produit lui-même et les instructions concernant l'utilisation du produit qui ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles lors de l'utilisation du produit ou par d'autres moyens comme un site internet;
- b) l'accessibilité des caractéristiques, éléments et fonctions de la conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités des produits est conforme aux exigences en matière d'accessibilité correspondantes énoncées à la section I, point 2, de la présente annexe;
- c) l'accessibilité de l'emballage, y compris les informations contenues dans celui-ci, et des instructions concernant l'installation, l'entretien, le stockage et l'élimination du produit qui ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles par d'autres moyens comme un site internet, sauf en ce qui concerne les terminaux en libre-service, est conforme aux exigences en matière d'accessibilité correspondantes énoncées à la section II de la présente annexe.

Section IV

Critères en matière de performances fonctionnelles

Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées, lorsque les exigences en matière d'accessibilité énoncées dans les sections I à VI ne traitent pas d'une ou plusieurs fonctions de la conception et de la fabrication des produits ou de la fourniture des services, ces fonctions ou moyens sont rendus accessibles par le respect des critères en matière de performances fonctionnelles qui y sont liés.

Lorsque les exigences en matière d'accessibilité comportent des exigences techniques spécifiques, les critères en matière de performances fonctionnelles ne peuvent se substituer à une ou plusieurs exigences techniques spécifiques que si et seulement si l'application des critères pertinents en matière de performances fonctionnelles est conforme aux exigences en matière d'accessibilité et qu'il est déterminé que la conception et la fabrication des produits et la fourniture des services donnent lieu à une accessibilité équivalente ou accrue dans le cadre d'une utilisation prévisible par les personnes handicapées.

a) Utilisation en l'absence de vision

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel la vue n'est pas nécessaire.

b) Utilisation en cas de vision limitée

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs d'utiliser le produit avec des capacités visuelles limitées.

c) Utilisation en l'absence de perception des couleurs

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel il n'est pas nécessaire que l'utilisateur perçoive les couleurs.

d) Utilisation en l'absence d'audition

Lorsque le produit ou service prévoit des modes auditifs d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel l'audition n'est pas nécessaire.

e) Utilisation en cas d'audition limitée

Lorsque le produit ou service prévoit des modes auditifs d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation disposant de caractéristiques audio avancées, permettant aux utilisateurs ayant une audition limitée d'utiliser le produit.

f) Utilisation en l'absence de capacité vocale

Lorsque le produit ou service fonctionne via l'intervention vocale des utilisateurs, il prévoit au moins un mode d'utilisation ne nécessitant pas d'intervention vocale. L'intervention vocale fait référence à l'ensemble des sons générés oralement tels que des paroles, des sifflements ou des claquements de langue.

g) Utilisation en cas de capacités de manipulation ou de force limitées

Lorsque le produit ou service requiert des actions manuelles, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs d'utiliser le produit à l'aide d'autres actions ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine, la manipulation ou la force manuelle, ni l'utilisation de plus d'une commande au même moment.

h) Utilisation en cas d'amplitude de mouvements limitée

Les éléments servant au fonctionnement des produits sont à la portée de tous les utilisateurs. Lorsque le produit ou service prévoit un mode manuel d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs ayant une amplitude de mouvements et une force limitées d'utiliser le produit.

i) Réduction du risque de déclenchement de réactions photosensibles

Lorsque le produit prévoit des modes visuels d'utilisation, il évite les modes d'utilisation déclenchant des réactions photosensibles.

j) Utilisation en cas de capacités cognitives limitées

Le produit ou service prévoit au moins un mode d'utilisation intégrant des caractéristiques qui en rendent l'utilisation plus simple et plus facile.

k) Protection de la vie privée

Lorsque le produit ou service comporte des caractéristiques permettant l'accessibilité, il prévoit au moins un mode d'utilisation qui préserve la vie privée lors de l'utilisation de ces caractéristiques.

Section V**Exemples indicatifs non contraignants de solutions possibles contribuant à respecter les exigences en matière d'accessibilité**

EXEMPLES LIÉS AUX EXIGENCES GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'ACCESSIBILITÉ APPLICABLES À TOUS LES PRODUITS RELEVANT DE LA PRÉSENTE ARRÊTÉ CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 3	
EXIGENCES ÉNONCÉES À LA SECTION I	EXEMPLES
1. Fourniture d'informations	
a)	
i)	Fournir des informations visuelles et tactiles ou des informations visuelles et auditives concernant l'endroit où il convient d'introduire une carte dans un terminal en libre-service, pour que les personnes aveugles et les personnes sourdes puissent utiliser le terminal.
ii)	Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations.
iii)	Doubler un avertissement écrit d'une écriture tactile ou d'un son, pour que les personnes aveugles puissent le percevoir.
iv)	Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle.
b)	
i)	Fournir des fichiers électroniques pouvant être lus par un ordinateur au moyen d'un logiciel de lecture d'écran pour que les personnes aveugles puissent utiliser les informations.

ii)	Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations.
iii)	Fournir des sous-titres lorsque les instructions sont présentées dans une vidéo.
iv)	Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle.
v)	Imprimer en braille, pour qu'une personne aveugle puisse utiliser les informations.
vi)	Doubler un diagramme d'une description textuelle précisant les principaux éléments ou décrivant les principales actions.
vii)	Aucun exemple fourni.
viii)	Aucun exemple fourni.
ix)	Inclure dans un guichet de banque automatique un connecteur logiciel et un logiciel permettant de brancher un casque qui retransmettra le texte apparaissant sur l'écran sous forme sonore.
2. Conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités	
a)	Fournir les instructions sous forme vocale et textuelle, ou prévoir des signes tactiles sur un clavier, pour que les personnes aveugles ou les personnes malentendantes puissent interagir avec le produit.
b)	Fournir, en plus des instructions vocales données par un terminal en libre-service, des instructions sous forme de texte ou d'images, pour que les personnes sourdes puissent elles aussi effectuer les actions requises.
c)	Permettre aux utilisateurs d'agrandir un texte, de zoomer sur un pictogramme précis ou de renforcer le contraste, pour que les personnes atteintes de déficience visuelle puissent percevoir les informations.
d)	En plus de donner la possibilité de presser le bouton vert ou le bouton rouge pour sélectionner une option, inscrire les options sur les boutons, pour que les personnes daltoniennes puissent faire leur choix.
e)	Lorsqu'un ordinateur émet un signal d'erreur, afficher un texte ou une image indiquant l'erreur, permettant ainsi aux personnes sourdes de savoir qu'une erreur se produit.

f)	Renforcer le contraste des images en avant-plan, pour que les personnes atteintes de déficience visuelle puissent les voir.
g)	Permettre à l'utilisateur d'un téléphone de sélectionner le volume et de réduire les interférences avec des appareils auditifs, pour que les personnes malentendantes puissent utiliser le téléphone.
h)	Agrandir et bien séparer les boutons de l'écran tactile, pour que les personnes atteintes de tremblement puissent les presser.
i)	Veiller à ce que les boutons à presser ne nécessitent pas une grande force, pour que les personnes atteintes de déficience motrice puissent les utiliser.
j)	Éviter les images qui clignent, pour que les personnes atteintes d'épilepsie ne soient pas mises en danger.
k)	Permettre l'utilisation d'un casque lorsque des informations vocales sont communiquées par un guichet de banque automatique.
l)	Comme solution de substitution à la reconnaissance des empreintes digitales, permettre à des personnes qui ne peuvent pas faire usage de leurs mains de sélectionner un mot de passe pour bloquer ou débloquer un téléphone.
m)	Faire en sorte que le logiciel réagisse de manière prévisible lorsqu'une certaine action est effectuée et laisser suffisamment de temps pour saisir un mot de passe, pour que le produit soit aisé à utiliser pour des personnes atteintes de déficience mentale.
n)	Proposer une connexion à un afficheur braille actualisable pour que les personnes aveugles puissent utiliser l'ordinateur.
o)	Exemples d'exigences sectorielles
i)	Aucun exemple fourni.
ii)	Aucun exemple fourni.
iii) Premier tiret	Veiller à ce qu'un téléphone mobile soit en mesure de traiter des conversations par texte en temps réel, pour que les personnes malentendantes puissent échanger des informations de manière interactive.
iii) Quatrième tiret	Permettre l'utilisation simultanée de la vidéo pour afficher le langage des signes et du texte pour écrire un message, pour que deux personnes

	sourdes puissent communiquer entre elles ou avec une personne qui n'est pas sourde.
iv)	Veiller à ce que les sous-titres soient transmis via le décodeur, pour que les personnes sourdes puissent en faire usage.

EXEMPLES LIÉS AUX EXIGENCES EN MATIÈRE D'ACCESSIBILITÉ APPLICABLES
AUX PRODUITS VISÉS À L'ARTICLE 3 À L'EXCEPTION DES
TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE VISÉS À L'ARTICLE 3, § 1^{er}, 2^o

EXIGENCES ÉNONCÉES À LA SECTION II	EXEMPLES
Emballages des produits et instructions	
a)	Indiquer sur l'emballage que le téléphone contient des caractéristiques d'accessibilité pour les personnes handicapées.
b)	
i)	Fournir des fichiers électroniques pouvant être lus par un ordinateur au moyen d'un logiciel de lecture d'écran pour que les personnes aveugles puissent utiliser les informations.
ii)	Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations.
iii)	Doubler un avertissement écrit d'une écriture tactile ou d'un son, pour que les personnes aveugles aient connaissance du message.
iv)	Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle.
v)	Imprimer en braille, pour qu'une personne aveugle puisse lire les informations.
vi)	Doubler un diagramme d'une description textuelle précisant les principaux éléments ou décrivant les principales actions.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 1^{er} octobre 2023 relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

ANNEXE 2

PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ — PRODUITS

1. Contrôle interne de la fabrication

Le contrôle interne de la fabrication est la procédure d'évaluation de la conformité par laquelle le fabricant remplit les obligations définies aux points 2, 3 et 4 de la présente annexe, et assure et déclare sous sa seule responsabilité que les produits concernés satisfont aux exigences applicables du présent arrêté.

2. Documentation technique

La documentation technique est établie par le fabricant. Elle permet d'évaluer la conformité du produit avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 ainsi que, dans le cas où le fabricant s'est fondé sur l'article 11, de démontrer que la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité introduirait une modification fondamentale ou imposerait une charge disproportionnée. La documentation technique précise uniquement les exigences applicables et porte, dans la mesure nécessaire à l'évaluation, sur la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit.

La documentation technique comporte, le cas échéant, au moins les éléments suivants:

- a) une description générale du produit;
- b) une liste des normes harmonisées et des spécifications techniques dont les références ont été publiées au *Journal officiel de l'Union européenne* et qui ont été intégralement ou partiellement appliquées, ainsi qu'une description des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 lorsque ces normes harmonisées ou ces spécifications techniques n'ont pas été appliquées. En cas d'application partielle de normes harmonisées ou de spécifications techniques, la documentation technique précise quelles parties ont été appliquées.

3. Fabrication

Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication et le suivi de celui-ci assurent la conformité des produits avec la documentation technique visée au point 2 de la présente annexe et avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent arrêté.

4. Marquage CE et déclaration de conformité UE

- 4.1. Le fabricant appose le marquage CE visé dans le présent arrêté sur chaque produit qui est conforme aux exigences applicables de le présent arrêté.
- 4.2. Le fabricant établit une déclaration écrite de conformité UE concernant un modèle de produit. La déclaration de conformité UE précise le produit pour lequel elle a été établie.

Une copie de la déclaration de conformité UE est mise à la disposition des autorités compétentes sur demande.

5. Mandataire

Les obligations du fabricant énoncées au point 4 peuvent être remplies par son mandataire, en son nom et sous sa responsabilité, pour autant qu'elles soient spécifiées dans le mandat.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 1^{er} octobre 2023 relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

P.-Y. DERMAGNE

ANNEXE 3

CRITÈRES D'ÉVALUATION DU CARACTÈRE DISPROPORTIONNÉ DE LA CHARGE

Critères pour l'évaluation et preuves à apporter à l'appui de cette évaluation:

1. Rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et les coûts totaux (dépenses opérationnelles et dépenses en capital) pour fabriquer, distribuer ou importer le produit que supportent les opérateurs économiques.

Éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité:

a) critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation:

i) coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité;

ii) coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité;

iii) coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans le développement de produits;

iv) coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité;

v) coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité;

b) critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation:

i) coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le produit;

ii) coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication;

iii) coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le produit;

iv) coûts liés à l'établissement de la documentation.

2. Estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques, y compris en ce qui concerne les processus de production et les investissements, par rapport à l'avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la quantité et de la fréquence d'utilisation d'un produit spécifique.

3. Rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et le chiffre d'affaires net de l'opérateur économique.

Éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité:

a) critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation:

i) coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité;

ii) coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité;

iii) coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans le développement de produits;

iv) coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité;

v) coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité;

b) critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation:

i) coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le produit;

ii) coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication;

iii) coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le produit;

iv) coûts liés à l'établissement de la documentation.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 1^{er} octobre 2023 relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

P.-Y. DERMAGNE

BIJLAGE 1

TOEGANKELIJKHEIDSVOORSCHRIFTEN VOOR PRODUCTEN EN DIENSTEN

Afdeling I

Algemene toegankelijkheidsvoorschriften voor alle producten die overeenkomstig artikel 3 onder dit besluit vallen

Producten moeten zodanig worden ontworpen en geproduceerd dat zij het te verwachten gebruik door personen met een handicap zo veel mogelijk bevorderen, en moeten vergezeld gaan, waar mogelijk in of op het product, van toegankelijke informatie over de manier waarop zij werken en over hun toegankelijkheidsfuncties.

1. Voorschriften betreffende informatieverstrekking

- a) De informatie over het gebruik van het product die op het product zelf is aangebracht (etiketten, instructies en waarschuwingen) wordt:
 - i) beschikbaar gesteld via meer dan één zintuiglijk kanaal;
 - ii) gepresenteerd op een begrijpelijke manier;
 - iii) gepresenteerd op een voor de gebruikers waarneembare manier;
 - iv) gepresenteerd met gebruikmaking van lettertypes in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, alsmede met gebruikmaking van voldoende contrast en een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand.
- b) De instructies voor het gebruik van een product, indien die niet op het product zelf zijn aangebracht maar die worden aangeboden bij het gebruik van het product of op een andere wijze zoals via een website, onder meer ten aanzien van de toegankelijkheidsfuncties van het product, hoe ze geactiveerd worden en de interoperabiliteit ervan met hulpvoorzieningen, zijn bij het in de handel brengen openbaar toegankelijk, en worden:
 - i) beschikbaar gesteld via meer dan één zintuiglijk kanaal;
 - ii) gepresenteerd op een begrijpelijke manier;
 - iii) gepresenteerd op een voor de gebruikers waarneembare manier;
 - iv) gepresenteerd met gebruikmaking van lettertypes in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, alsmede met gebruikmaking van voldoende contrast en een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand;
 - v) wat de inhoud betreft, weergegeven in tekstformats die in alternatieve hulpformats kunnen worden omgezet, zodat zij op verschillende manieren en via meer dan één zintuiglijk kanaal kunnen worden aangeboden;
 - vi) vergezeld van een alternatieve weergave van niet-tekstuele inhoud;
 - vii) vergezeld van een beschrijving van de gebruikersinterface van het product (gebruik, bediening en terugkoppeling, invoer en uitvoer), die wordt verstrekt

overeenkomstig punt 2; in de beschrijving wordt voor elk punt in punt 2 aangegeven of het product al dan niet van deze functies voorzien is;

viii) vergezeld van een beschrijving van de functionaliteit van het product zijnde het resultaat van functies die gericht zijn op de behoeften van personen met een handicap, overeenkomstig punt 2; in de beschrijving wordt voor elk punt in punt 2 aangegeven of het product al dan niet van deze functies voorzien is;

ix) vergezeld van een beschrijving van de software- en apparatuurinterface voor aansluiting van het product op hulpapparaten; de beschrijving omvat een lijst van dergelijke tegelijkertijd met het product geteste hulpapparaten.

2. Ontwerp van de gebruikersinterface en van de functionaliteit:

Het product, met inbegrip van zijn gebruikersinterface, bevat kenmerken, elementen en functies waardoor personen met een handicap toegang hebben tot het product, en het product kunnen waarnemen, bedienen, begrijpen en controleren, doordat wordt gezorgd voor het volgende:

- a) bij een product dat zorgt voor communicatie (waaronder communicatie tussen personen), bediening, informatie, controle en oriëntatie, zijn deze functies via meer dan één zintuiglijk kanaal mogelijk; daartoe behoort het aanbieden van alternatieven voor zien, horen, spraak en tactiele elementen;
- b) bij een product met een spraakfunctie zijn alternatieven voor spraak en steminvoer aanwezig voor communicatie, bediening, controle en oriëntatie;
- c) bij een product dat gebruik maakt van visuele elementen zijn de functies flexibele vergroting, helderheid en contrast aanwezig voor communicatie, informatie en bediening, en er is interoperabiliteit met de programma's en hulpapparaten voor navigatie door de interface;
- d) bij een product dat voor het overbrengen van informatie, het weergeven van een handeling, het vragen om een reactie of het identificeren van elementen gebruik maakt van kleur is er een alternatief voor kleur voorhanden;
- e) bij een product dat voor het overbrengen van informatie, het weergeven van een handeling, het vragen om een reactie of het identificeren van elementen gebruik maakt van auditieve signalen is er een alternatief voor auditieve signalen voorhanden;
- f) bij een product dat gebruik maakt van visuele elementen zijn er flexibele manieren voorhanden zijn om de helderheid van het beeld te verbeteren;
- g) bij een product dat gebruik maakt van auditieve elementen zijn er functies voor volume- en snelheidsregeling door de gebruiker voorhanden, evenals verbeterde audiofuncties, zoals vermindering van geluidsinterferentie van producten in de nabijheid en functies voor een helder geluid;
- h) bij een product met manuele bediening en controle zijn er alternatieven voor sequentiële controle en alternatieven voor fijnmotorische controle voorhanden, waarbij wordt vermeden dat voor het gebruik simultane controle nodig is, en wordt gebruikgemaakt van via tast te onderscheiden onderdelen;
- i) het product heeft geen bedieningswijzen waarbij grote reikwijdte en veel kracht nodig zijn;

- j) het product kan niet tot aanvallen van fotosensitieve epilepsie leiden;
- k) het product beschermt de privacy van de gebruiker bij het gebruik van de toegankelijkheidsfuncties;
- l) het product biedt een alternatief voor biometrische identificatie en controle;
- m) de functionaliteit van het product is consistent en het biedt voldoende en flexibele interactietijd;
- n) het product is voorzien van software en apparatuur voor aansluiting van het product op hulptechnologieën;
- o) het product beantwoordt aan de volgende sectorspecifieke voorschriften:
- i) zelfbedieningsterminals:
- zijn voorzien van technologie voor het omzetten van tekst in spraak;
 - kunnen worden beluisterd met een eigen koptelefoon;
 - geven via meer dan één zintuiglijk kanaal een waarschuwing af indien de gebruiker binnen een gegeven tijd reageren moet;
 - bieden de mogelijkheid de tijd waarin voorzien wordt te verlengen;
 - bieden voldoende contrast en zijn voorzien van toetsen en bedieningen die via tast te onderscheiden zijn;
 - kunnen zonder inschakeling van een toegankelijkheidsfunctie gebruikt worden door gebruikers die de functie nodig hebben om de terminal aan te zetten;
 - zijn, indien het product audiosignalen of hoorbare signalen verspreidt, compatibel met in de Unie beschikbare hulpapparaten en technologieën, met inbegrip van gehoortechnologieën als gehoorapparaten, luisterspoelen, cochleaire implantaten en apparatuur voor ondersteund horen;
- ii) e-lezers zijn voorzien van technologie voor het omzetten van tekst in spraak;
- iii) eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, voor gebruik voor elektronische communicatiediensten:
- beschikt, indien voorzien van stem- en tekstfuncties, over verwerking van realtimetekst en ondersteunt hifi-audio;
 - beschikt, indien voorzien van videofuncties naast of in combinatie met stem- en tekstfuncties, over verwerking van totale conversatie met gesynchroniseerde stem, realtimetekst en video met een resolutie die communicatie via gebarentaal mogelijk maakt;
 - beschikt over doeltreffende draadloze koppeling met gehoortechnologieën;
 - vermijdt interferentie met hulpapparaten;
- iv) eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, voor toegang tot audiovisuele mediadiensten maakt voor personen met een handicap de door de verlener van de audiovisuele mediadienst verstrekte toegankelijkheidscomponenten beschikbaar wat betreft toegang, keuze, controle en personalisering door gebruikers en wat betreft transmissie naar hulpapparaten.

3. Ondersteunende diensten:

Voor zover beschikbaar verstrekken ondersteunende diensten (helpdesks, callcenters, technische ondersteuning, bemiddelingsdiensten, opleidingsdiensten) via toegankelijke communicatiemethoden informatie over de toegankelijkheid van het product en de compatibiliteit ervan met hulptechnologieën.

Afdeling II

Toegankelijkheidsvoorschriften in verband met producten in artikel 3 met uitzondering van de zelfbedieningsterminals bedoeld in artikel 3, § 1, 2°

Naast de in afdeling I vermelde voorschriften, worden de verpakking en de instructies van de onder deze afdeling vallende producten toegankelijk gemaakt om het te verwachten gebruik van de producten door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen. Dit houdt in:

- a) de verpakking van het product, met inbegrip van de daarin verstrekte informatie (bijvoorbeeld over openen, sluiten, gebruiken, verwijderen), en eventueel verstrekte informatie over de toegankelijkheidskenmerken van het product, wordt toegankelijk gemaakt; en deze toegankelijke informatie wordt, indien mogelijk, op de verpakking verstrekt;
- b) de instructies voor installatie en onderhoud, opslag en verwijdering van het product, die niet op het product zelf staan maar met andere middelen, zoals een website, beschikbaar worden gemaakt, moeten op het moment van het in de handel brengen van het product openbaar beschikbaar zijn en voldoen aan de volgende voorschriften:
 - i) zij zijn beschikbaar via meer dan één zintuiglijk kanaal;
 - ii) zij worden op een begrijpelijke manier gepresenteerd;
 - iii) zij worden op een voor de gebruikers waarneembare manier gepresenteerd;
 - iv) zij worden gepresenteerd met gebruikmaking van een lettertype in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, en met gebruikmaking van voldoende contrast, alsmede van een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand;
- v) wat betreft de inhoud, worden de instructies aangeboden in tekstformats die in alternatieve hulpformats kunnen worden omgezet, zodat ze op verschillende manieren en via meer dan één zintuiglijk kanaal kunnen worden aangeboden; en
- vi) bij de instructies met niet-tekstuele inhoud wordt een alternatieve weergave van die inhoud gevoegd.

Afdeling III

Toegankelijkheidsvoorschriften voor kenmerken, onderdelen en functies van producten overeenkomstig artikel 16

Voor het vermoeden dat voldaan is aan de relevante verplichtingen krachtens andere besluiten ten aanzien van kenmerken, onderdelen of functies van producten is het volgende vereist:

1.Producten:

- a)de toegankelijkheid van de informatie ten aanzien van hoe een product werkt en welke toegankelijkheidsfuncties het bezit, beantwoordt aan de overeenkomstige elementen in afdeling I, punt 1, van deze bijlage, te weten via op het product zelf aangebrachte informatie over het gebruik van het product en via niet op het product aangebrachte instructies voor het gebruik van het product, maar die beschikbaar worden via het gebruik van het product of op een andere manier, bijvoorbeeld via een website;
- b)de toegankelijkheid van kenmerken, elementen en functies van de gebruikersinterface en het functionaliteitsontwerp van producten beantwoordt aan de overeenkomstige toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling I, punt 2, van deze bijlage;
- c)de toegankelijkheid van de verpakking, met inbegrip van de daarin verstrekte informatie en instructies voor installatie, onderhoud, opslag en verwijdering van het product, die niet op het product zelf staan maar op een andere manier beschikbaar worden gesteld, bijvoorbeeld via een website, doch zelfbedieningsterminals uitgezonderd, beantwoordt aan de overeenkomstige toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling II van deze bijlage.

Afdeling IV

Functionele prestatie-eisen

Teneinde het te verwachten gebruik door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen en ingeval de in de afdelingen I tot en met III van deze bijlage vermelde toegankelijkheidsvoorschriften geen betrekking op één of meer functies van het ontwerp en de productie van producten hebben, worden die functies of middelen via conformiteit met de desbetreffende functionele prestatie-eisen toegankelijk gemaakt.

Deze functionele prestatie-eisen mogen uitsluitend als alternatief voor één of meer specifieke technische voorschriften worden gebruikt indien er in de toegankelijkheidsvoorschriften naar verwezen wordt, en uitsluitend indien bij toepassing van de desbetreffende functionele prestatie-eisen voldaan wordt aan de toegankelijkheidsvoorschriften en wordt vastgesteld dat bij het te verwachten gebruik door personen met een handicap het ontwerp en de productie van producten tot gelijkwaardige of verhoogde toegankelijkheid leidt.

a) Gebruik zonder zicht

Bij producten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen zicht vereist.

b) Gebruik met beperkt zicht

Bij producten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarmee gebruikers met beperkt zicht het product kunnen bedienen.

c) Gebruik zonder waarneming van kleur

bij producten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarvoor de gebruiker geen kleur hoeft te kunnen waarnemen.

d) Gebruik zonder gehoor

Bij producten met auditieve bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen gehoor vereist.

e) Gebruik met beperkt gehoor

Bij producten met auditieve bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze met versterkte audiofuncties beschikbaar waarmee gebruikers met beperkt gehoor het product kunnen bedienen.

f) Gebruik zonder stemvermogen

Bij producten die steminvoer van gebruikers vereisen, is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen steminvoer vereist. Steminvoer omvat alle met de mond geproduceerde geluiden zoals spraak, fluit- of klikgeluiden.

g) Gebruik met beperkte manueel-motorische of kracht

Bij producten die manuele handelingen vereisen, is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarmee gebruikers het product kunnen gebruiken door middel van alternatieve handelingen die geen fijne motoriek en manuele vaardigheden of gelijktijdige bediening van meer dan één besturingselement vereisen.

h) Gebruik met beperkte reikwijdte

De bedieningselementen van producten bevinden zich binnen het bereik van alle gebruikers. Bij producten met manuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die met beperkte reikwijdte en met beperkte kracht bediend kan worden.

i) Minimalisering van het risico op het veroorzaken van lichtgevoelige aanvallen

Bij producten met visuele bedieningswijzen zijn geen bedieningswijzen beschikbaar waarvan bekend is dat zij lichtgevoelige aanvallen veroorzaken.

j) Gebruik met beperkt cognitief vermogen

Bij deze producten is minstens één bedieningswijze beschikbaar met functies die het gebruik ervan eenvoudiger en gebruiksvriendelijker maken.

k) Privacy

Bij producten die functies ten behoeve van de toegankelijkheid bevatten, is minstens één bedieningswijze beschikbaar die bij het gebruik van deze functies ten behoeve van de toegankelijkheid de privacy van de gebruiker waarborgt.

Afdeling V**Indicatieve niet-bindende voorbeelden van mogelijke oplossingen die bijdragen aan de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften**

VOORBEELDEN BETREFFENDE ALGEMENE TOEGANKELIJKHEIDSVOORSCHRIFTEN VOOR ALLE PRODUCTEN DIE ONDER DIT BESLUIT VALLEN OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 3	
VOORSCHRIFTEN IN AFDELING I	VOORBEELDEN
1. Informatieverstrekking	
a)	
i)	Visuele en tactiele informatie of visuele en auditieve informatie aanbieden over de plaats waar een kaart in een zelfbedieningsterminal moet worden ingevoerd, zodat blinden en doven gebruik kunnen maken van de terminal.
ii)	Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen.
iii)	Zorgen voor een voelbaar reliëfformaat of voor een geluid naast een waarschuwende tekst, zodat blinden de waarschuwing kunnen waarnemen.

iv)	Ervoor zorgen dat de tekst kan worden gelezen door personen met een visuele beperking.
b)	
i)	Elektronische bestanden ter beschikking stellen die gelezen kunnen worden door computers met schermlezers, zodat blinden de informatie kunnen gebruiken.
ii)	Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen.
iii)	Instructievideo's van ondertitels voorzien.
iv)	Ervoor zorgen dat de tekst kan worden gelezen door personen met een visuele beperking.
v)	De tekst afdrukken in braille, zodat een blinde deze kan lezen.
vi)	Een diagram aanvullen met een tekstuele beschrijving van de belangrijkste elementen of de belangrijkste handelingen.
vii)	Geen voorbeeld
viii)	Geen voorbeeld
ix)	Een geldautomaat uitrusten met software en een aansluiting voor een koptelefoon waarmee de tekst op het scherm kan worden beluisterd.
2. Ontwerp van de gebruikersinterface en de functionaliteit	
a)	Stem- en tekstinstructies leveren, of voelbare aanduidingen in het toetsenpaneel verwerken zodat blinden of slechthorenden in interactie met het product kunnen treden.
b)	Zelfbedieningsterminals met gesproken instructies ook uitrusten met instructies in de vorm van bijvoorbeeld tekst of afbeeldingen, zodat ook doven de vereiste handeling kunnen uitvoeren.
c)	Gebruikers de mogelijkheid bieden een tekst te vergroten, in te zoomen op een bepaald pictogram of het contrast te vergroten, zodat personen met een visuele beperking de informatie kunnen waarnemen.

d)	Gebruikers naast de mogelijkheid om via het drukken op een groene of een rode knop om tussen opties te kiezen, tevens op die knoppen te vermelden wat de opties zijn, zodat mensen die kleurenblind zijn hun keuze kunnen maken.
e)	Wanneer een computer een foutsignaal afgeeft tevens een geschreven tekst of een afbeelding weergeven met de fout in kwestie, zodat het doven duidelijk is dat er een fout is opgetreden.
f)	Extra contrast in beelden op de voorgrond mogelijk maken zodat slechtzienden die kunnen zien.
g)	Telefoongebruikers in staat stellen het geluidsvolume te kiezen en de interferentie met gehoorapparaten verminderen, zodat slechthorenden de telefoon kunnen gebruiken.
h)	Knoppen op aanraakschermen groter maken en ver genoeg van elkaar plaatsen zodat personen met trillende handen ze kunnen bedienen.
i)	Ervoor zorgen dat om knoppen te bedienen niet veel kracht nodig is zodat motorisch gehandicapten de knoppen kunnen gebruiken.
j)	Flikkerende beelden vermijden zodat epileptici geen risico lopen.
k)	Het gebruik van koptelefoons mogelijk maken wanneer een geldautomaat gesproken informatie geeft.
l)	Als alternatief voor vingerafdrukherkenning, gebruikers die hun handen niet kunnen gebruiken in staat stellen een wachtwoord kiezen voor het vergrendelen/ontgrendelen van hun telefoon.
m)	Ervoor zorgen dat de software op voorspelbare wijze reageert wanneer een bepaalde handeling wordt uitgevoerd en er voldoende tijd is om een wachtwoord in te voeren, zodat deze gemakkelijk te gebruiken is voor verstandelijk gehandicapten.
n)	Zorgen voor een verbinding met een steeds hernieuwbare brailledisplay, zodat blinden de computer kunnen gebruiken.
o)	Voorbeelden van sectorspecifieke voorschriften
i)	Geen voorbeeld
ii)	Geen voorbeeld

iii) Eerste streepje	Ervoor zorgen dat een mobiele telefoon toegerust is op tekstgesprekken in realtime, zodat slechthorenden op een interactieve manier informatie kunnen uitwisselen.
iii) Vierde streepje	Het gelijktijdige gebruik van video in gebarentaal en tekst voor het schrijven van een bericht mogelijk maken, zodat twee doven met elkaar of met een horende kunnen communiceren.
iv)	Ervoor zorgen dat ondertiteling wordt doorgegeven via de decoder voor gebruik door doven.

VOORBEELDEN BETREFFENDE TOEGANKELIJKHEIDSVORSCHRIFTEN VOOR PRODUCTEN IN ARTIKEL 3 MET UITZONDERING VAN DE ZELFBEDIENINGSTERMINALS BEDOELD IN ARTIKEL 3, § 1, 2°

VOORSCHRIFTEN IN AFDELING II	VOORBEELDEN
Verpakking en instructies van producten	
a)	Vermelden op de verpakking dat de telefoon toegankelijkheidsfuncties voor personen met een handicap bevat.
b)	
i)	Elektronische bestanden ter beschikking stellen die gelezen kunnen worden door computers met schermlezers, zodat blinden de informatie kunnen gebruiken.
ii)	Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen.
iii)	Zorgen voor een voelbaar reliëfformaat of voor een geluid bij een waarschuwend tekst, zodat blinden de waarschuwing ontvangen.
iv)	Ervoor zorgen dat de tekst gelezen kan worden door personen met een visuele beperking.
v)	Tekst afdrukken in braille, zodat een blinde deze kan lezen.
vi)	Een diagram aanvullen met een tekstuele beschrijving van de belangrijkste elementen of de belangrijkste handelingen.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 oktober 2023 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

BIJLAGE 2

PROCEDURES VOOR CONFORMITEITSBEOORDELING — PRODUCTEN

1. Interne productiecontrole

Met “interne productiecontrole” wordt de conformiteitsbeoordelingsprocedure bedoeld waarbij de fabrikant de verplichtingen in de punten 2, 3 en 4 van deze bijlage nakomt en op eigen verantwoording garandeert en verklaart dat het betrokken product aan de voorschriften van dit besluit voldoet.

2. Technische documentatie

De fabrikant stelt de technische documentatie samen. Aan de hand van deze technische documentatie kan worden beoordeeld of het product voldoet aan de relevante toegankelijkheidsvoorschriften als vermeld in artikel 4 en kan, als de fabrikant zich gebaseerd heeft op artikel 11, worden aangetoond dat de relevante toegankelijkheidsvoorschriften een fundamentele wijziging tot gevolg zouden hebben of een onevenredige last zouden opleggen. De technische documentatie vermeldt uitsluitend de voorschriften die van toepassing zijn en heeft, voor zover relevant voor de beoordeling, betrekking op het ontwerp, de fabricage en de werking van het product.

De technische documentatie bevat, indien van toepassing, ten minste de volgende elementen:

- a) een algemene beschrijving van het product;
- b) een lijst van de geheel of gedeeltelijk toegepaste geharmoniseerde normen en technische specificaties waarvan de referenties in het *Publicatieblad van de Europese Unie* zijn bekendgemaakt, en indien de geharmoniseerde normen of technische specificaties niet zijn toegepast, een beschrijving van de wijze waarop aan de relevante toegankelijkheidsvoorschriften van artikel 4 is voldaan; bij gedeeltelijk toegepaste geharmoniseerde normen of technische specificaties wordt in de technische documentatie aangegeven welke delen van de norm zijn toegepast.

3. Fabricage

De fabrikant neemt alle nodige maatregelen opdat de conformiteit van de producten met de in punt 2 van deze bijlage bedoelde technische documentatie en met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit besluit door het fabricageproces en het toezicht daarop wordt gewaarborgd.

4. CE-markering en EU-conformiteitsverklaring

- 4.1. De fabrikant brengt de in dit besluit bedoelde CE-markering aan op elk afzonderlijk product dat aan de toepasselijke voorschriften van dit besluit voldoet.
- 4.2. De fabrikant stelt een schriftelijke EU-conformiteitsverklaring op voor een model van een product. In de EU-conformiteitsverklaring wordt vermeld om welk product het gaat.

De relevante autoriteiten wordt op verzoek een kopie van de EU-conformiteitsverklaring verstrekt.

5. Gemachtigde

De in punt 4 vermelde verplichtingen van de fabrikant kunnen namens hem en onder zijn verantwoordelijkheid worden vervuld door zijn gemachtigde, op voorwaarde dat dit in het mandaat is vermeld.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 oktober 2023 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

P.-Y. DERMAGNE

BIJLAGE 3

CRITERIA VOOR DE BEOORDELING VAN ONEVENREDIGE LAST

Criteria voor het uitvoeren en documenteren van de beoordeling:

1. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de totale kosten (exploitatie- en investeringsuitgaven) van de vervaardiging, distributie of invoer van het product voor de marktdeelnemers.

Elementen voor de beoordeling van de nettokosten voor de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften:

a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;

ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;

iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de productontwikkeling;

iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;

v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid;

b) criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van het product;

ii) kosten van de productieprocessen;

iii) kosten voor het testen van een product op toegankelijkheid;

iv) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

2. De geraamde kosten en baten voor de marktdeelnemers, inclusief productieprocessen en investeringen, in verhouding tot de geraamde voordelen voor personen met een handicap, rekening houdend met aantal keer dat het specifieke product is gebruikt, en de frequentie van dat gebruik.

3. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de netto-omzet van de marktdeelnemer.

Elementen voor het beoordelen van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften:

a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;

ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;

iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de productontwikkeling;

iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;

v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen met de wetgeving inzake toegankelijkheid.

b) criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van het product;

ii) kosten van de productieprocessen;

iii) kosten voor het testen van een product op toegankelijkheid;

iv) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 oktober 2023 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

INSTITUT NATIONAL
D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ

[C - 2023/45364]

13 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal portant exécution de l'article 195, § 1^{er}, 2^o, alinéa 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet de fixer les règles opérationnelles relatives à la réattribution des sommes reversées par les organismes assureurs dans le cadre du système de la responsabilisation financière des organismes assureurs sur leurs frais d'administration variables organisé par l'arrêté royal du 10 avril 2014.

RIJKSINSTITUUT
VOOR ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING

[C - 2023/45364]

13 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 195, § 1, 2^o, lid 8, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat de regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen, heeft betrekking op het vastleggen van de operationele regels voor de hertoewijzing van de bedragen die werden teruggestort door de verzekeringsinstelling in het kader van de financiële responsabilisering van de verzekeringsinstellingen op het variabel gedeelte van de administratiekosten, zoals ingevoerd door het koninklijk besluit van 10 april 2014.